



PAS D'«ISSUE NATIONALE» A LA CRISE DU CAPITALISME !

Aux dires des experts bourgeois eux-mêmes, l'année 1980 connaîtra une "récession" comparable à celle de 1974. "L'OCDE a été obligée de réviser ses prédictions déjà fort sombres pour l'année 1980, contenues dans ses "perspectives économiques" semestrielles, le jour même où le rapport fut publié... Par suite de l'augmentation des prix du pétrole, on ne peut pratiquement plus s'attendre à une quelconque croissance économique l'an prochain, pour l'aire géographique de l'OCDE dans son ensemble" (Financial Times, 20/9/79).

Il va sans dire que l'approfondissement de la crise économique dans les pays impérialistes aura nécessairement des répercussions directes dans les aires de capitalisme périphérique.

Il suffit de rappeler par exemple que pour les pays du "Tiers monde" non exportateurs de pétrole, le déficit cumulé dans la période 1974-79 s'élève à 200 milliards de dollars. Cela signifie pour ces derniers un recours croissant au crédit international et donc un renforcement des liens de dépendance avec les centres impérialistes.

La logique même de l'interdépendance économique inséparable du développement du capitalisme qui est par nature contradictoire fait que les nations dominées n'ont pas d'autre choix que de subir de manière quasi - mécanique

que les effets de la crise internationale du capital.

C'est ainsi que la crise du textile en Europe a contraint la CEE à se protéger en limitant ses importations de textiles. Ces mesures protectionnistes auxquelles recourt la bourgeoisie en période de difficultés n'ont pas tardé à avoir des répercussions dans les pays qui, comme le Maroc et la Tunisie, se sont faits en quelque sorte des spécialistes de la "sous - traite" dans ce domaine, en vertu de la division bourgeoise du travail à l'échelle mondiale.

Ce phénomène n'est pas seulement valable pour les pays dont les régimes

(suite p. 3)

L'impérialisme russe en Afghanistan

L'intervention en Afghanistan de l'armée russe — que certains appellent encore « rouge », les uns par anticommunisme, les autres par aveuglement ou stupidité — suscite une série d'interrogations. Quelles sont les raisons pour lesquelles Moscou s'est lancé dans cette action ?

Il y a d'abord la tendance historique de l'empire russe à s'étendre vers le sud afin d'atteindre les « mers chaudes ». Cette politique qui fut tout naturellement celle des tsars a été poursuivie par le stalinisme, cet héritier de la défense de l'intérêt national grand russe, après sa victoire sur la révolution prolétarienne. Tout comme l'empire tsariste, la superpuissance russe d'aujourd'hui a besoin d'accéder aux voies maritimes ailleurs que par le détroit des Dardanelles — qui exige le contrôle des deux rives — ou par la Baltique et la mer du Japon, prises par les glaces une bonne partie de l'année. Contrecarrée au siècle dernier par l'impérialisme britannique, cette poussée des Russes vers l'Océan Indien se heurte aujourd'hui à l'impérialisme occidental tout entier, américain, mais aussi britannique, français et même à la Chine... En effet l'Océan Indien est devenu une zone vitale pour l'approvisionnement des impérialismes occidentaux et pour le Japon, parce que c'est là que passe la veine jugulaire qui relie, à travers le détroit d'Ormuz, les champs pétrolifères d'Arabie Saoudite, d'Irak, d'Iran et des Emirats à la monstrueuse machine économique des pays capitalistes avancés.

(suite p. 15)

SOMMAIRE

EN LANGUE FRANÇAISE :

- Affrontements de classes en Turquie 2
- Les causes historiques de l'émigration maghrébine 4
- Immigration : Interventions du Parti 5
- La santé se porte bien en Algérie 6
- Le mouvement de résistance sahraoui 8
- Les événements de Gafsa 10
- Bilan des luttes anticoloniales. 12
- C'est le capitalisme qui engendre la famine 16
- L'extrême-gauche "anti-sioniste" et la question palestinienne 17

EN LANGUE ARABE :

- L'intervention russe en Afghanistan 20
- Critique des "fedayins" iraniens. 23
- Immigration : Porter la lutte sur un terrain de classe 24
- Golfe : Une sonnette d'alarme pour nous et pour eux 24

Le capitalisme algérien à l'heure des "bilans"

En 1970, le régime algérien avait lancé son premier plan quadriennal de développement. A cette époque, l'appareil de propagande bourgeoise dans son ensemble était mobilisé. Pour faire croire aux masses qu'à l'horizon 1980, les problèmes sociaux auront disparu. Pour présenter mensongèrement la décennie 70-80 comme étant celle de la lutte finale contre le "sous-développement".

Depuis la mort de Boumediène, nul ne peut nier qu'il y a eu un certain changement de ton en Algérie. Finie la période du triomphalisme où tout le monde nous chantait les louanges du

"modèle de développement algérien" ! Et comment pourrait-il en être autrement ? On est déjà en 1980. Et pourtant aucun problème d'envergure sociale n'a pu être résolu. Boumediène est mort. On ne peut trouver un meilleur bouc émissaire. Le régime de Chadli ne pouvait pas ne pas sauter sur l'occasion.

Certes, pour la bourgeoisie algérienne, "des réalisations remarquables ont été accomplies" durant le règne de Boumediène. L'Algérie compte aujourd'hui plus de 2 000 milliardaires, ce

(suite p. 7)

Affrontements de classes ouverts en Turquie

Depuis le 14 février 1980, à la suite de manifestations ouvrières à IZMIR, l'Etat bourgeois turc a développé une action de répression d'une très grande envergure. Cette brutale accélération de la lutte des classes dans un pays où la situation sociale est de jour en jour plus explosive est la conséquence d'une aggravation de l'offensive du gouvernement de droite dirigé par le Parti de la Justice de Demirel contre les conditions de vie et de travail du prolétariat. Ces événements sont la conséquence de la décision du gouvernement de licencier plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine de Tarris à Izmir (appartenant à un complexe agro-industriel contrôlé par l'Etat) soupçonnés d'avoir des sympathies de gauche c'est-à-dire accusés en réalité d'être combattifs et d'opposer des méthodes de classe à l'exploitation capitaliste qu'ils subissent quotidiennement. Cette mesure de licenciement provoqua immédiatement une saine réaction de défense de la part des travailleurs qui décidèrent d'occuper leur usine et résistèrent par la force à l'intervention de la police. Lorsque d'importants détachements de la gendarmerie et de l'armée vinrent épauler une police réduite à l'impuissance par la détermination des prolétaires qui avaient spontanément compris qu'à la violence et à l'organisation des bourgeois il fallait opposer la violence et l'organisation des travailleurs, ce fut toute la population ouvrière, hommes, femmes et enfants confondus des quartiers misérables et des bidonvilles d'Izmir proches de l'usine Tarris qui manifesta sa solidarité active.

Il fallut plusieurs jours et des milliers de soldats pour étouffer ce magnifique mouvement de révolte prolétarienne : l'armée dut utiliser tous les moyens, hélicoptères, avions et blindés pour réduire la résistance des ouvriers armés de pioches et de quelques revolvers et cocktails molotov. Il fallut plusieurs jours pour prendre d'assaut l'usine Tarris puis les quartiers ouvriers où les travailleurs avaient creusé des tranchées afin de retarder la progression des chars et des blindés, pour contrôler les faubourgs misérables où vivent les esclaves salariés des temps modernes meurtris et martyrisés chaque jour par une bourgeoisie cupide et son Etat.

Ce formidable déploiement de force avait pour objet de briser toute velléité de lutte et de faire un exemple en frappant fort ceux qui avaient refusé de se laisser licencier comme du bétail, ceux qui avaient soutenu leur grève, tous accusés d'appartenir à une population dont le seul crime était et reste d'être ouvrière et de ne pas courber l'échine. D'où l'ampleur de la répression : 1500 arrestations dès le jeudi 14 février, 4000 le samedi 16, tous entassés dans les stades d'Izmir.

Ces émeutes ouvrières s'inscrivent dans un contexte général social et politique de plus en plus bouillonnant. Déjà en décembre 78 à Kahramanmaraş des milices d'extrême-droite proches du parti fascisant de l'Action nationale du colonel Turkes avaient attaqué un quartier ouvrier dont la majorité de la population était d'origine aliaouite et avaient massacré des centaines de travailleurs. Mais cette soi-disant opposition religieuse n'était en réalité que le prétexte permettant aux forces bourgeoises de briser sauvagement et préventivement toute résistance prolétarienne, et de se préparer à des actions plus importantes encore. Nous expliquions alors, dans un tract du Parti, que la Turquie ayant connu un développement en retard sur celui des pays hautement industrialisés, la lutte des classes pouvait prendre appui parfois sur les signes apparents de ce retard et s'exprimer à travers le masque d'oppositions religieuses et tribales ayant existé autrefois, avant le développement du capitalisme en Turquie, mais aujourd'hui vidées de tout contenu réel et autonome. Si les massacres de Kahramanmaraş ont été perpétrés par des forces d'extrême-droite c'est bien parce que ces groupes fascistes pouvaient mener impunément leur action à l'ombre de l'Etat capitaliste dirigé alors par le gouvernement "social-démocrate" d'Ecevit; aujourd'hui ils continuent la même besogne avec la bénédiction du gouvernement Demirel installé depuis novembre 1979. D'ailleurs, dès janvier 1979, le gouvernement Ecevit, à la suite de ces massacres, avait instauré l'état de siège dans 18 départements de Turquie, état de siège qui aujourd'hui encore reste en vigueur. Cela montre bien que la bourgeoisie turque et son Etat, suivant en cela les leçons données par leurs

maîtres impérialistes occidentaux, utilisent à la fois la violence para-légale des milices fascistes et la violence légale qui recouvre du vernis démocratique l'intervention ouverte de l'armée grâce à l'instauration de l'état de siège. Une fois de plus LOIN DE S'EXCLURE, DEMOCRATIE ET FASCISME SE COMPLEMENTENT POUR DEFENDRE L'ORDRE CAPITALISTE !

Pour revenir aux événements d'Izmir, rappelons que la résistance des masses ouvrières fut immédiate et spontanée. Il fallut que l'armée protège les commissariats des actions de commando de groupes ouvriers. Quant à la police, pour se venger de son impuissance, elle obligea les ouvriers arrêtés par l'armée à chanter l'hymne national en l'honneur des policiers tués et blessés. Même si le mouvement est momentanément stoppé et défait, c'est de cette défaite glorieuse que fleurira la victoire émancipatrice future. Déjà, Rosa Luxembourg jetait à la face de tous les tenants de l'ordre ce magnifique avertissement dans son dernier article : " Bourreaux stupides ! Votre ordre est construit sur le sable. La révolution se dressera demain dans toute sa hauteur avec fracas et à votre terreur elle annoncera avec toutes ses trompettes: J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI !".

**Lecteurs, sympathisants,
aidez au développement
International
de la presse du Parti !
Souscrivez !**

**Vient de paraître
Brochure « Le Prolétaire » N° 12
SOLIDARITE
PROLETARIENNE
CONTRE LE CONTROLE
DE L'IMMIGRATION
Prix : 5 F
Commandes au « Prolétaire »**

CORRESPONDANCE

F. GAMBINI 20, rue Jean Bouton, 75012 PARIS

ABONNEMENTS (6 numéros)

envois sous pli ouvert 18 FF
envois sous pli fermé 30 FF

A NOS LECTEURS RESIDANT AU MAGHREB

En raison des difficultés de change et de paiement, nous servons les abonnements et les commandes sans en exiger le paiement immédiat ; nous suggérons que celui-ci soit fait à l'occasion de déplacements et voyages, ou par l'intermédiaire de tiers résidant en Europe.

SUPPLEMENT AU PROLETAIRE N° 308

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

PAS D'"ISSUE NATIONALE" A LA CRISE DU CAPITALISME !

(suite de la p. 1)

politiques ne cachent pas leur intégration à l'orbite occidentale comme la monarchie marocaine ou le régime bourguibiste. Pour preuve, rappelons que la dette extérieure de la bourgeoisie algérienne, qui ne rate pas une occasion de faire étalage de son "anti-impérialisme" surtout à usage interne, s'élevait déjà en 1977 à plus de dix milliards de dollars, soit plus de la moitié de toute la richesse produite en un an.

Les effets de la crise capitaliste sont aujourd'hui tellement catastrophiques que les idéologues de la bourgeoisie ne cherchent plus à nier le phénomène de la crise en soi. Par contre la propagande bourgeoise fait tout pour présenter la crise comme un phénomène "conjoncturel" dû à des "facteurs externes". Bref, elle tend à faire croire aux travailleurs que la crise n'est pas le produit inéluctable du développement des contradictions du système capitaliste.

Pour les idéologues de la bourgeoisie impérialiste, c'est l'augmentation des prix du pétrole qui serait la cause de la "récession" qui s'annonce. Ce la permet à la bourgeoisie, outre de blanchir le capitalisme de ses propres contradictions, de dévier le mécontentement social contre le partenaire "étranger", transformé à l'occasion en bouc émissaire de la crise.

De leur côté, les idéologues des bourgeoisies dominées, notamment celles qui se paient encore le luxe d'afficher un semblant de "fierté nationale" comme la bourgeoisie algérienne, soutiennent que c'est l'impérialisme occidental qui serait responsable de la crise qui frappe les pays du "Tiers monde".

Cependant, pour les idéologues de la bourgeoisie "nationale", l'impérialisme n'est pas compris comme le stade ultime du développement capitaliste. Selon ces messieurs, il s'agirait d'une politique parmi d'autres possibles qui trouverait ses racines dans la volonté maléfique de certains gouvernements particulièrement tentés par l'exploitation et l'asservissement des peuples.

De là découle la revendication d'un "nouvel ordre économique international" qui rejoint la chimère de l'"égalité des nations". Le nouvel ordre économique que recherchent les bourgeoisies dominées ne sera pas moins fondé que l'ordre en vigueur sur le commerce, le crédit, le transfert technologique que en direction des pays pauvres, sur les facteurs économiques qui engendrent nécessairement la dépendance des capitalismes périphériques vis-à-vis des centres impérialistes.

La position des bourgeoisies "nationales" n'est, en fin de compte, que la projection à l'échelle internationale de la position individuelle du petit-bourgeois. Celui-ci se trouve écrasé par les conséquences du développement capitaliste, à savoir la concentration économique, la centralisation financière, les monopoles, etc. En même

temps, le petit-bourgeois ne peut se hisser à un niveau qui lui permette de remettre en cause les fondements du capitalisme pour la bonne raison que cela signifierait sa négation en tant que petit-bourgeois dans la mesure où la perpétuation de son personnage économique est inséparable de la survie de la forme de propriété bourgeoise et de l'économie marchande.

De la même façon, l'"anti-impérialisme" des bourgeoisies "nationales" ne peut aller au-delà des pleurnicheries démocratiques sur les méfaits des multinationales, le "diktat" des grandes puissances, etc. Le petit-bourgeois appelle à l'intervention de l'Etat contre les monopoles à l'heure où le capitalisme financier met à son service exclusif tous les rouages de la machine étatique. Les bourgeoisies "nationales" appellent à la bonne volonté de l'ONU et des organisations qui lui sont liées, comme si dans les institutions internationales on ne retrouvait pas la cristallisation des rapports de forces en vigueur à l'échelle mondiale.



Parallèlement à l'agitation de telles revendications chimériques, la bourgeoisie "nationale" tente de rallier à ses mots d'ordre les masses exploitées qui nourrissent toujours une haine plus que légitime à l'égard de l'impérialisme. L'argument des idéologues bourgeois consiste à faire croire aux masses que la "contradiction principale" serait celle qui oppose les pays développés aux pays "en voie de développement".

Cette thèse bourgeoise est doublement mensongère. D'abord, elle tend à cacher l'antagonisme de classe qui oppose le prolétariat et les masses exploitées d'une part à la bourgeoisie "nationale" elle-même d'autre part. Disons tout de suite que cet antagonisme est beaucoup plus important que celui qui oppose la bourgeoisie "nationale" à l'impérialisme.

En effet, l'antagonisme qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie repose sur le fondement même de la production capitaliste, à savoir le salariat. Cet antagonisme va croissant avec le développement du capitalisme. Il s'agit là d'un antagonisme irréductible qui ne peut être dépassé qu'avec la destruction de la société capitaliste et l'avènement de la société communiste sans classes qui supposent l'écrasement de la bourgeoisie au moyen de la révolution, de la dictature et de la terreur prolétariennes à l'échelle internationale.

Cela n'est évidemment pas le cas de l'antagonisme qui oppose les bourgeoisies dominées aux puissances impérialistes. Vis-à-vis de la classe ouvrière, l'impérialisme est du même côté que la bourgeoisie "nationale". Cela est si vrai que même dans la période coloniale où l'impérialisme constituait sans aucun doute un adversaire politique coriace, les bourgeoisies de ces colonies ne se sont pas empêchées de faire des compromis qui, sans l'intervention des masses comme en Algérie en 1962 ou en Angola en 1975, auraient

abouti à une capitulation honteuse. Il est clair que sur le terrain des rapports économiques, la marge de manœuvre de la bourgeoisie "nationale" ne peut que se rétrécir encore plus.

Par ailleurs, la bourgeoisie "nationale" ne fait que reprendre à son compte, et c'est là le second aspect mensonger de sa thèse, l'argument aussi vieux que le capitalisme selon lequel le "développement" du pays permettrait de faire face à la crise internationale et soulagera miraculeusement les masses de leur misère.

La vérité, c'est que plus la bourgeoisie se développe et plus elle assiste à l'aggravation de sa dépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme. Et comment peut-il en être autrement aujourd'hui ? Même l'immense Chine est obligée de s'y résoudre : pour développer tant soit peu "son" capitalisme national, il faut des capitaux, des équipements modernes, des cadres opérationnels, des formateurs pour les instituts technologiques. Or, c'est par le biais de ces canaux que l'impérialisme consolide sa mainmise sur les bourgeoisies du "Tiers monde".

Dans ces conditions, l'"issue nationale" à laquelle la bourgeoisie voudrait enchaîner les travailleurs s'avère tout simplement chimérique du point de vue économique. Lorsque l'interdépendance entre les nations devient une règle économique comme c'est le cas aujourd'hui à l'échelle internationale, comment peut-on imaginer par exemple une inflation en France sans répercussions au Maghreb ?

Du point de vue social et politique, les perspectives agitées par les adeptes de l'"issue nationale" à la crise sont à l'évidence réactionnaires. A l'heure où de larges secteurs de la classe ouvrière commencent à relever obstinément la tête, l'"anti-impérialisme" des bourgeoisies "nationales" se présente comme le meilleur moyen pour endiguer le flot de la colère prolétarienne et populaire afin de la canaliser dans l'"union sacrée" pour la dévier contre les travailleurs des autres nationalités. Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment les bourgeoisies marocaine et algérienne se servent des campagnes de mobilisation chauvine pour parer au "danger social".

Le prolétariat n'a rien à attendre de "sa" bourgeoisie "nationale". Surtout, il ne peut compter sur elle pour affronter l'impérialisme. Seule l'union internationale des rangs prolétariens peut vraiment résister aux effets catastrophiques de la crise du capitalisme mondial. C'est aussi à condition qu'elle construise son unité combattante par-dessus les limites des frontières nationales que la classe ouvrière sera capable demain, sous la direction du Parti communiste mondial réconstitué, d'abattre le monde infâme du Capital.



LES CAUSES HISTORIQUES DE L'EMIGRATION MAGHREBINE

L'apparition et le développement du phénomène de l'émigration maghrébine sont étroitement liés à la pénétration impérialiste en Afrique du Nord. La désagrégation des structures agraires archaïques dans la région est inséparable du phénomène de la colonisation.

A titre d'exemple, rappelons que la population coloniale française au Maroc est passée de 51 550 personnes en 1921 à 360 000 en 1952. La colonie espagnole au nord du Maroc était de son côté estimée à 100 000 en 1952.

Or, la colonisation européenne ne pouvait se développer sans l'expropriation et la paupérisation des larges masses paysannes du Maghreb. Les famines de 1913, 1921, 1928, 1937 et 1945 ont accéléré le processus de prolétarianisation et d'exode rural. Si l'on prend l'exemple du Maroc dans la période allant de 1915 à 1952, on verra qu'en moyenne 30 000 personnes quittent la campagne chaque année. Pour toute la période en question, nous avons un chiffre total de 1 100 000 migrants.

Cet exode rural a permis à l'impérialisme au cours de la première guerre mondiale de dégager un surplus de main-d'oeuvre à bas prix. Les masses prolétariennes contraintes brutalement à quitter leur terroir pour s'entasser autour des centres urbains allaient ainsi prendre pour la première fois le chemin des fermes, des mines et par la suite des industries manufacturières de la métropole.

A la fin de la guerre en 1918, l'émigration maghrébine connaitra une période de reflux: c'est la fin des contrats liés à la durée de la première guerre impérialiste. Les flux migratoires reprendront avec une certaine accélération avec la reprise du capitalisme de l'après-guerre dans la période qui va de 1919 à 1929.

En 1924, on estimait à 300 000 le nombre de Nord-Africains en France dont 70 000 dans la seule région parisienne. A l'époque les salaires des travailleurs émigrés étaient de 25 à 40% inférieurs à ceux des travailleurs français. Si l'on ajoute à cela les conditions particulières de l'oppression coloniale et nationale qui frappait cette partie de la classe ouvrière, on imagine facilement les potentialités combatives que recelait l'émigration.

Les effets de ce mouvement migratoire n'ont pas tardé à se manifester.

Dès 1924, une activité intense s'est développée dans les rangs du prolétariat émigré. En décembre de la même année, a eu lieu le "Congrès des travailleurs Nord-Africains" considéré par certains comme la première manifestation publique de l'Etoile Nord-Africaine. C'est à l'occasion de ce congrès que les travailleurs maghrébins ont adopté à l'unanimité un programme de revendications économiques et politiques qui mentionnait explicitement la question de l'indépen-

dance des colonies".

La crise de 1929 a évidemment marqué une chute brutale de l'émigration maghrébine. Cela s'est traduit par un déplacement du centre de gravitation politique des travailleurs maghrébins. La lutte anti-coloniale dans les pays d'origine va prendre dans les années 30 le relais de la lutte des travailleurs émigrés et ce à cause des retours consécutifs à la crise. C'est à partir de cette date que l'Etoile Nord-Africaine a commencé à s'implanter sérieusement en Algérie.

Le besoin de main-d'oeuvre en France à la suite de la mobilisation générale va accélérer le mouvement d'émigration vers la métropole à partir de 1939. Cette tendance ira en s'accroissant à partir des années 50 qui ont vu la reprise du capitalisme dans le second après-guerre et ce, jusqu'en 1974 date à laquelle on assiste à un renversement de cette tendance dû précisément à la crise actuelle du capitalisme. On voit clairement que les flux migratoires suivent de façon quasi-mécanique les inflexions de la conjoncture économique du capitalisme.

Dans la période coloniale, le développement du mouvement d'émigration était proportionnellement en rapport avec le développement de la colonisation des terres. Les bourgeoisies "nationales" se servent hypocritement de cette vérité historique pour se laver les mains. Un simple regard sur l'évolution de l'émigration après l'indépendance suffit pour démolir leurs prétentions mensongères.

En effet, non seulement le mouvement migratoire ne s'est pas arrêté depuis l'indépendance mais au contraire il s'est accéléré depuis. Au Maroc par exemple, dans la période allant de 1970 à 1977, 140 000 personnes en moyenne quittent chaque année la campagne, ce qui donne pour la période un nombre de 980 000 personnes ayant quitté la campagne. Si l'on prend l'exemple de l'Algérie, on verra que les soi-disant "révolutions industrielle et agraire" tant chantées par la bourgeoisie "nationale" n'ont pas pu freiner le mouvement migratoire. De 350 000 (dont 202 000 actifs) en 1962, le nombre des émigrés algériens est passé à 871 000 (dont 479 000 actifs) en 1975. A cette da-

te, le nombre des émigrés tunisiens en France s'élevait déjà à 167 463 dont 100 000 actifs. Celui des émigrés marocains à 553 000 personnes dont 370 000 concentrés en France.

C'est que le développement de l'émigration maghrébine après l'indépendance renvoie directement à la crise de l'agriculture. Une crise que les bourgeoisies locales se sont avérées incapables de résoudre même dans le cas, comme c'est l'exemple de l'Algérie, où il y a eu effectivement une insurrection armée victorieuse contre le colonialisme (1).

Alors que le taux de croissance annuel de la population rurale au Maroc était de 3,5%, rappelons que la production des produits vivriers connaissait aux lendemains de l'indépendance une stagnation sinon une baisse dans certains cas. La production intérieure brute du secteur agricole s'élevait à 225 milliards de Francs français en 1960 (valeur de 1958) alors qu'elle arrivait à 247 milliards en 1954.

En Algérie, les statistiques de la FAO indiquaient que si la production agricole s'élevait à l'indice 100 sur la moyenne des années 1961-65, elle était seulement passée à l'indice 110 pour la moyenne des années 1970-74. Mais comme la population a considérablement augmenté plus vite dans la même période, la production agricole et alimentaire par habitant était passée seulement de l'indice 100 à l'indice 85.

Par ailleurs, l'émigration en se développant constituait pour les bourgeoisies du Maghreb une source inappréciable de devises. C'est ainsi que de 1970 à 1974, le montant global des travailleurs marocains émigrés en Europe a quintuplé. Entre 1971 et 1972, il a progressé de 33%. Entre 1973 et 1974, il l'a été de 52%. A partir de la France, les transferts en 1970 se sont élevés à près de 296 millions de DH. Soit 93,5% du montant total en provenance des pays européens: 316 millions de DH.

En Algérie, le transfert de devises s'est élevé en 1973 à 1.630 millions DA; Pour avoir une image du poids social de l'émigration en Algérie

(suite p. 5)

(1) Pour ce qui est de la démolition des prétentions de la bourgeoisie algérienne à organiser progressivement le retour des émigrés, voir notre article "Le mythe de la réinsertion dans El-Oumami n°2."

INTERVENTIONS DU PARTI

Face à l'assassinat de Yazid Naili: Solidarité ouvrière

Le 13 janvier 1980 à Strasbourg, un jeune algérien de 21 ans, Yazid Naili a été froidement assassiné d'une balle dans la tête par un policier. Comme c'est l'habitude dans pareil cas, le policier seul "témoin" de l'assassinat l'a justifié bien sûr par la "légitime défense".

A cette occasion, nos camarades de la section locale ont diffusé un tract appelant à la solidarité ouvrière. Après avoir montré que ce fait s'ajoute à une longue liste d'exactions policières comme les ratonnades quotidiennes dans les quartiers ouvriers et immigrés, nos camarades ont mis à nu la position criminelle des partis de "gauche" et des directions syndicales qui appellent constamment au renforcement de l'arsenal policier de la bourgeoisie.

Nous reproduisons ici des extraits de ce tract :

" PROLETAIRES, CAMARADES, il n'est pas possible de rester sans réagir devant ces faits et face à la répression bourgeoise, qu'elle soit légale ou paralégale. Nous ne pouvons accepter que le chauvinisme et le racisme, armes aux mains de la bourgeoisie, divise les rangs de la classe ouvrière et se retourne contre nos frères immigrés.

Nous savons bien qu'on ne peut pas compter sur une justice dévouée à la propriété privée et aux patrons.

Seule l'action et l'organisation de la classe ouvrière pourra nous défendre efficacement et venger toutes les victimes comme Yazid Naili.

Dans les syndicats comme hors des syndicats, dans les entreprises et dans les quartiers,

il faut préparer et organiser une véritable AUTO-DEFENSE OUVRIERE, capable de s'opposer à ce " comité de défense armé de la bourgeoisie " qu'est l'Etat, son armée, sa police, sa justice, ses nervis d'extrême-droite.

Pour coordonner la riposte à ces actes de barbarie capitaliste, comme l'assassinat de Yazid Naili, pour s'opposer à l'application des lois anti-prolétaiennes Barre-Bonnet-Stoléru, pour réagir aux nouvelles expulsions dans les foyers Sonacotra où la situation s'aggrave depuis que la répression a presque réduit la grève à néant, il faudrait que se mette en place à Strasbourg une structure permanente, véritablement ouverte à tous ceux qui veulent lutter sur une base claire de lutte de classe. Réagir au coup par coup à chaque cas de répression ne suffit pas pour renverser le rapport de force, or cela suppose un travail patient, de longue haleine, en profondeur, au sein de la classe ouvrière.

L'action du Comité de Soutien aux résidents, qui n'existe plus depuis septembre à cause des manoeuvres de groupes d'extrême-gauche, montre qu'un tel comité large et ouvert peut exister et agir pendant plusieurs années de façon utile même si c'est encore insuffisant. C'est dans ce sens qu'il faut agir

- contre les exactions policières et d'extrême-droite
- contre la répression capitaliste sous toutes ses formes
- contre le contrôle de l'immigration
- pour l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés
- pour l'unité internationale de la classe ouvrière face au chauvinisme, au racisme, à l'impérialisme, à la guerre."

L'EMIGRATION MAGHREBINE

(suite de la p. 4)

notons qu'en 1966, trois millions de ruraux vivaient grâce aux mandats des travailleurs émigrés.

Mais tout en sachant que seule une extrême misère pousse des centaines de milliers d'hommes à s'exiler et à se couper de leurs durant des années comme l'expliquait Lénine, nous ne pouvons que nous réjouir des conséquences éminemment révolutionnaires que suppose le phénomène du brassage des nationalités qui réalise ainsi dans les faits l'unité réelle de la classe ouvrière, internationale par nature.

" Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du Capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain" (2).

(2) Lénine, Le capitalisme et l'immigration des ouvriers.

QUELLE RIPOSTE AUX ATAQUES DE L'EXTRÊME-DROITE ?

A Lille, l'extrême-droite mène campagne pour " chasser les immigrés responsables du chômage " et contre les militants se réclamant de l'extrême-gauche qui soutiennent les travailleurs immigrés en lutte comme ceux de la Sonacotra etc.

A cette occasion, nos camarades de la section locale ont diffusé un tract montrant les conditions d'une véritable riposte de classe face aux attaques de l'extrême-droite. Il y est notamment dit :

" Face à ces attaques, il serait faux d'avoir recours à la justice bourgeoise. Les juges et les magistrats, au service de l'Etat, de l'ordre social établi ne peuvent pencher du côté de la classe ouvrière. (...)

Il est temps de rompre avec toutes ces méthodes démocratiques stériles pour qu'enfin naisse une véritable solidarité vis-à-vis de tous ces militants emprisonnés ou attaqués. Et ce d'autant plus que la crise avec son arsenal de misère croissante, de licenciements et la perspective d'une troisième guerre mondiale qui se dessine, incitent la bourgeoisie et ses gardes-chiourme à se préparer contre d'éventuelles ripostes ouvrières. Aujourd'hui ces ripostes sont encore isolées et trop rares, pourtant elles ont une lourde signification. Elles rappellent à la bourgeoisie la force qu'est capable d'avoir la classe ouvrière une fois unie, organisée et résolue à se défendre et même attaquer. (...)

Ainsi demain face aux attaques de l'Etat et de ses larbins, la classe ouvrière saura qu'elle n'a d'autre solution que de se défendre en empoignant ses armes spécifiques de classe.

A la force de l'adversaire elle doit opposer sa force à elle, à l'organisation de l'adversaire, elle doit opposer son organisation à elle, à la violence réactionnaire, elle doit se préparer à user de sa violence à elle, qu'elle doit subordonner aux objectifs de sa lutte collective de classe.

Ce qu'il faut, c'est revendiquer contre les capitulations du réformisme et l'impuissance de la démocratie, dans les syndicats et dans toutes les organisations de la lutte ouvrière :

LE PRINCIPE DE LA GREVE LA PLUS LARGE POSSIBLE AU MOINDRE ACTE DE VIOLENCE BOURGEOISE LEGALE OU PARA-LEGALE ET L'AUTO-DEFENSE OUVRIERE ! "

La Santé se porte bien en Algérie

La bourgeoisie algérienne parle de "socialisme" dans un pays où l'islam est la religion d'Etat et où toute lutte et organisation des prolétaires sont réprimées. Les idéologues bourgeois agitent la propagande d'une prise en charge collective des besoins sociaux : la médecine gratuite et la généralisation des établissements publics médicaux et hospitaliers, sont présentés, par exemple, comme une conquête du "socialisme national" algérien.

Alors que les bourgeois bénéficient d'examen préventifs et de soins dans des cliniques privées, de traitements spécialisés à l'étranger etc, (voir le déploiement de matériel et de spécialistes lors de la maladie de Boumediène !), les soins sont le plus souvent refusés aux masses exploitées dont la santé se dégrade en raison des conditions de vie et de travail. C'est ainsi qu'El Moudjahid reconnaît que

"L'accès aux soins est pénible, et le patient doit attendre des heures et parfois des mois pour être ausculté." Aussi franchement, le Dr. Zidane, Président de l'Union médicale algérienne, confie : *"Une minorité seulement bénéficie réellement des mesures prises jusque-là."* (El Moudjahid du 27/1/80)

L'état de santé se dégrade chez un grand nombre d'enfants, de femmes, de vieux, en particulier dans le milieu ouvrier et paysan : en raison des bas salaires (SMIG de 800 dinars par mois pour les ouvriers industriels ; encore beaucoup plus faible dans l'agriculture ; allocations familiales de 40 dinars par enfant et par mois perçues uniquement pour les 4 premiers, de 32 dinars dans le secteur agricole), du chômage, des mauvaises conditions de logement (manque d'eau, d'électricité, de réseaux d'assainissement ; problèmes d'hygiène : à la campagne, il est fréquent que l'on vive comme au moyen-âge, la maison servant à la fois de logement, étable, garde-bois et garde-foin etc, forte concentration dans les bidonvilles). Ce terrain facilite la contagion et le développement de toutes sortes de maladies.

De plus, les masses misérables et exploitées sont privées, faute de moyens : viande (en moyenne 40 dinars le kg), légumes, poissons rares et très chers ; insuffisance d'alimentation pour les femmes qui allaitent ; pénurie de lait pour nourrissons. Les femmes sont contraintes à de nombreuses corvées quotidiennes (travaux des champs, travaux de maison, tissage ; transport d'eau à plusieurs kilomètres l'été, de fardeaux et fagots de bois à toutes saisons), à cela s'ajoute la fatigue des grossesses successives, les accouchements à domicile souvent dans de mauvaises conditions et sans sage-femme, le manque d'efforts dans le domaine de la contraception et de l'avortement (manque d'équipement, d'information, poids de la religion) et la

multiplication des avortements clandestins qui, pratiqués dans de mauvaises conditions, sont responsables de nombreuses infections, mortelles dans certains cas. Le système d'exploitation et d'oppression des travailleurs provoque de nombreuses maladies professionnelles (travail dans les mines, carrières, sidérurgie, gaz, textile...) et des maladies mentales. Selon la revue de l'information psychiatrique d'octobre 79, à l'hôpital de Blida, les entrées sont passées de 510 en 1948 à 5500 en 1968 ; pour ne parler que d'un seul hôpital. Ces maladies connaissent une progression inquiétante et frappent des millions d'hommes contraints à l'exode rural, entassés dans les bidonvilles dans l'attente d'un emploi et d'un logement, des femmes et des enfants, des anciens maquisards et des mutilés de guerre qui ont lutté pendant des années et auxquels l'indépendance n'a rien apporté sur le plan social. *"L'Algérie présente déjà les premiers symptômes médicaux avec l'accroissement des problèmes psychiatriques qui sont à la fois des séquelles de la guerre de libération et la rançon de la transformation accélérée que connaît le pays et qui entraîne des déséquilibres violents. (...) Les maladies professionnelles et les accidents de travail ont aussi tendance à augmenter rapidement."* (El Moud. déjà cité).

Les structures médicales et hospitalières se caractérisent par un manque d'équipement flagrant et une mauvaise qualité -parfois même une absence totale- de soins.

La bourgeoisie algérienne investit dans les secteurs où elle tire le plus de profit (complexes touristiques, hôtels de luxe...) et a construit depuis l'indépendance davantage de mosquées ("opium du peuple") que d'hôpitaux et de dispensaires. Le nombre de lits est insuffisant : des malades ayant des maladies différentes couchent souvent à deux dans le même lit, parfois même par terre ; on voit souvent de grandes queues devant les hôpitaux et les pharmacies : souvent le médicament ne s'y

trouve pas, la plupart du temps, on doit le chercher dans plusieurs pharmacies d'une ville ou même dans plusieurs villes, il faut alors attendre dans des stations de cars sous le soleil ou sous la pluie. Pour les cas graves, il faut atteindre des villes situées à des kilomètres alors que le service de transport est très rudimentaire.

L'hôpital n'accueille qu'un nombre restreint de personnes et mis à part ceux qui graissent la patte ou se font pistonner, chacun doit attendre son tour devant la porte quatre ou cinq heures avant l'ouverture de 8h. Ceux qui n'ont pas pu entrer devront faire de nouvelles tentatives les jours suivants, jusqu'à découragement.

Le personnel est en nombre très limité : dans une commune de 4000 habitants, par exemple, un dispensaire est pris en charge par un seul infirmier ou aide-soignant.

Les grands fléaux comme la tuberculose et la polio ne sont toujours pas éliminés ; vaccinations et dépistage ne sont pas systématiques. *"Une enquête datant de 1972 donne un chiffre de 100 000 tuberculeux. Le directeur de la Santé l'estime quant à lui à 140 000. Le nombre de nouveaux cas se situe entre 30 000 et 40 000 par an (El Moudjahid du 4/5/76)."*

Le rappel de ces quelques données suffit à donner une idée, même si elle reste incomplète, de la situation sanitaire des masses laborieuses.

Il est clair que cela renvoie à la misère générale qui plonge ses racines dans une société qui marie de façon monstrueuse les aspects odieux de l'exploitation capitaliste avec les formes d'arriération et d'oppression archaïques.

Contre toutes les formes de mutilation sociale intimement liées à la survie du système capitaliste, seule la lutte de classe paie !

France-Algérie: La convergence?

Depuis quelques temps, les bourgeoisies algérienne et française ne ménagent pas leurs efforts pour renouer avec l'esprit de "concertation" et de "dialogue" que la fameuse visite de Giscard à Alger avait inauguré. Après les frictions qu'a fait naître la crise du Sahara, est-ce la convergence? En tout cas, les intérêts des deux bourgeoisies semblent la dicter.

Les conversations qu'a eu le ministre algérien des affaires étrangères avec ses partenaires français étaient "chaleureuses, amicales, franches et réalistes". Les deux parties ont examiné *"les chances de parvenir à une solution politique dans le conflit du Sahara occidental"*. (Le Monde du 20-21/1/80). Inutile de désigner les dindons de cette farce que sont les masses sahraouies.

Benyahia a rendu hommage aux travailleurs algériens *"soutiens anonymes de la machine industrielle française"* (!) et aux coopérants français *"qui ont maintenu solides, sur leurs bases, les passerelles de nos relations"*. (idem).

A l'heure même où l'impérialisme français renforce sans cesse le contrôle, l'oppression et l'état d'exception "légal" qui frappent les travailleurs immigrés et multiplie ses interventions contre-révolutionnaires en Afrique et dans le monde arabe, la bourgeoisie algérienne, qui se fait passer pour un champion de l'"anti-impérialisme", affirme qu'*"il existe désormais sans conteste un climat nouveau et régénéré entre la France et l'Algérie"* (déclaration de Benyahia, Le Monde du 22/1/80).

Puisse cette "convergence ouvrir les yeux des travailleurs qui ont encore malheureusement des illusions sur la nature soi-disant "anti-impérialiste" du régime algérien !

Le capitalisme algérien à l'heure des "bilans"

(suite de la p. 1)

qui constitue sans doute un "pré-grés social" incontestable! Cependant, "de graves distorsions et déséquilibres sont apparus durant la période" (El Moudjahid du 6/1/80).

Dans sa décision relative aux orientations du développement économique et social, le Comité Central du F.L.N. se félicite du "rythme élevé des investissements dans les secteurs productifs de l'économie rendu possible par les sacrifices consentis par la nation" (sic!).

Cela n'empêche pas évidemment le CC du FLN de relever les "distorsions" et les "déséquilibres" qui caractérisent l'économie et la société algérienne. Pendant des années, les bourgeois nous ressassaient le mensonge suivant lequel le fameux "modèle de développement algérien" permettrait à l'Algérie de sortir du "sous-développement" de manière "introvertie". En d'autres termes, la dépendance de l'Algérie vis-à-vis de l'impérialisme irait en décroissant jusqu'à l'"indépendance économique" totale.

Aujourd'hui après une décennie de développement le CC du FLN ne peut que constater amèrement "l'utilisation exclusive des hydrocarbures comme moyen de financement extérieur" ainsi que "la tendance croissante et disproportionnée du recours aux ressources humaines, matérielles et financières à l'étranger".

Une manière comme une autre d'avouer que le développement des jeunes capitalismes, loin de réaliser une chimérique "indépendance économique", ne fera qu'aggraver leur subordination aux centres impérialistes qui concentrent dans leurs mains les richesses du monde.

Le "modèle de développement algérien" n'était pas seulement censé garantir l'"indépendance économique" de l'Algérie. Selon nos bourgeois, le développement économique ne manquerait pas de déboucher automatiquement sur la satisfaction des besoins sociaux des masses. C'est la chanson bourgeoise universelle. Plus les prolétaires triment et plus ils ont de chances de voir grandir leur part du "gâteau national".

Dix ans après le lancement du premier plan quadriennal, le CC du FLN, d'habitude très discret, ne peut nier "l'existence de situations de pénuries persistantes touchant les produits de

large consommation". Sans parler des pressions inflationnistes que l'Algérie subit en partie par le biais de l'importation de ses biens d'équipement. A ce sujet, le CC du FLN parle de "hausses continues et désordonnées des coûts et des prix tant à la production qu'à la consommation".

Un mensonge ne peut fonctionner sans un autre. Parallèlement à la satisfaction des besoins sociaux des masses qui a sans doute été à l'origine des grandes grèves ouvrières de ces dernières années, le "modèle de développement algérien" devait jeter les bases du "socialisme" aux couleurs nationales arabes-islamiques. La propagande bourgeoise prétendait que la voie de développement choisie par l'Algérie signifie un engagement pour la "justice sociale". Puis qu'il n'y avait pas de "classes" en Algérie, il fallait tout au plus réduire les écarts entre riches et pauvres qui remontaient à la période coloniale.

Aujourd'hui, parmi les "déséquilibres" flagrants caractérisant la société algérienne, le CC du FLN relève "le développement de phénomènes spéculatifs, de rentes, de situations favorisant l'enrichissement sans cause" (on ne parle pas de ceux qui s'enrichissent pour cause licite on est socialiste ou on ne l'est pas) tant au niveau du secteur privé que public" (la différence entre ces deux secteurs doit être bien mince!).

Dans les années 70, le mot d'ordre de nos "planificateurs" était: "développement introverti et intégré". Nous avons vu le contenu de l'"introversion" algérienne. Pour qualifier l'économie algérienne, même les économistes connus pour leur ignorance encyclopédique par ailleurs ne peuvent s'empêcher de parler d'une économie... "extravertie"! Par développement "intégré" les bourgeois algériens entendaient réaliser une "harmonisation" entre les différents secteurs et régions.

Poussé par la recherche du profit, le capitalisme n'investit que là où il peut se multiplier le plus. D'où le déséquilibre constamment créé par le système capitaliste entre villes et campagnes, entre les différentes branches industrielles, entre les régions et les pays etc. La vocation des "planificateurs" algériens étant de "construire le socialisme", il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'ils veulent réaliser un équilibre ou comme ils disent dans leur jargon une "intégration économi-

que" à la fois "sectorielle" et "régionale". Dix ans après, où en sommes-nous?

Le CC du FLN relève avec regret "l'aggravation des déséquilibres sectoriels", "la persistance des déséquilibres régionaux dans le développement économique et social" et ce, à cause de "la concentration excessive des activités industrielles sur la bande côtière" (à proximité des ports parce que l'essentiel des activités industrielles dépend des centres impérialistes, introversion ou extraversion?!)

Contrairement aux assertions dont fait écho la presse officielle, ces "distorsions" et ces "déséquilibres" ne sont nullement dus aux "carences" ou aux "insuffisances" de la période de Boumediène. Si aujourd'hui, le régime lui-même se croit obligé d'en parler, c'est que ces déséquilibres sont devenus flagrants. Ils ne peuvent par conséquent être dépassés qu'avec la destruction de la société bourgeoise et l'instauration de la société communiste.

**Soutenez la presse
du Parti!
Abonnez-vous!**

**programme
communiste**

el programa comunista

kommunistisches programm

communist program

*

il programma comunista

le prolétaire

El Comunista

EL PROLETARIO

el-oumami

Proletarier

*

Portée et limites du mouvement de résistance sahraoui

Le formidable enjeu économique et stratégique du Sahara occidental constitue le facteur principal du conflit que connaît depuis quelques années la région du nord-ouest africain. Ceci dit, il est aujourd'hui indéniable que le mouvement de résistance sahraoui constitue de son côté un facteur de tension et de crise révolutionnaires dont les répercussions n'ont pas tardé à se manifester sur le cours de la lutte de classe et sur les antagonismes entre Etats de la région.

La propagande du régime marocain que les grands partis de l'"opposition" officielle ont fait leur n'hésite pas à présenter le mouvement de résistance sahraoui comme une pure création du régime algérien. En vérité, une simple référence à l'histoire nous permet de démasquer le caractère absolument mensonger des allégations de la monarchie et de ses valets "progressistes".

Les Sahraouis n'ont pas attendu le régime algérien, ni d'ailleurs la fameuse "marche verte", pour se lancer dans la lutte contre le colonialisme. Pour attaquer l'entreprise espagnole "Compagnie Transatlantique", les Arroussiynes de Saguiet El Hamra n'ont pas demandé l'autorisation du Sultan marocain en 1894.

La résistance des tribus sahraouies au colonialisme apparaît clairement lorsqu'on sait que la conquête du Sahara, commencée en 1852 pour la partie algérienne, ne s'achèvera qu'en 1934, date à laquelle la France intervient directement pour installer solidement l'Espagne.

Après l'occupation, en 1909, de l'Adrar (zone montagneuse située au centre de la Mauritanie où se tenaient les tribus menant la résistance anti-coloniale) le Sahara est devenu la zone de repli des résistants de toute la région : Tchad, Niger, Mali, Mauritanie, Maroc et Algérie. Ceci explique que la Saguiet El Hamra et le Wadi Dahab (qui forment le Sahara occidental) soient restés le dernier foyer de résistance à la pénétration coloniale.

Le Cheikh Ma-el-Aïnine qui a pris la tête des combattants qui voulaient libérer le Maroc de la domination coloniale et dont l'expédition a été arrêtée par les Français en 1910 est, au Sahara, un des chefs de tribu les plus prestigieux. C'est à partir de Smara que le Cheikh Ma-el-Aïnine harcelait les troupes françaises.

En 1934, sous la pression de Paris, l'Espagne accepte le principe de la coopération militaire franco-espagnole chargée de mettre en pratique la devise de Coplan (un chef d'expédition coloniale) : "Qui tient les palmiers tient les nomades".

Ceci résolvait tout naturellement un problème épineux pour

les Français : au milieu d'une zone colonisée par la France se trouvait un territoire sous administration espagnole à partir duquel étaient déclenchées des actions armées contre les troupes françaises au Maroc, en Mauritanie et en Algérie. A partir de 1934, l'administration du Sahara dépend de la délégation espagnole des affaires indigènes de Tétouan.

La recrudescence des actions armées contre les positions du colonialisme au Sahara dans les années 50 constituait un événement historique de taille. L'"armée de libération" marocaine participant au combat contre les occupants espagnols permettait de renouer avec les pratiques de solidarité anti-coloniale que nous avons vues à l'oeuvre au début du siècle. Par ailleurs, l'attitude honteuse du régime marocain et de l'"opposition" officielle dans cette période a sans doute déterminé dans une large mesure les orientations du mouvement de résistance sahraoui de ces dernières années.

Selon le témoignage d'Ahmed Ould Kaïd, "la direction de l'ALN seule était marocaine, les soldats, eux, étaient sahraouis. Elle était organisée sur une base tribale, et la conscience politique était très faible ; certains voulaient la libération du pays, mais les plus nombreux voulaient mener le Jihad, la guerre sainte, comme on faisait dans le passé. Parmi eux, beaucoup ont rejoint l'Algérie et la Mauritanie après la défaite parce qu'ils ont refusé d'intégrer l'armée marocaine, certains ont été intégrés à une troupe nomade espagnole" (1).

Le mouvement de résistance au Sahara était tel que la garnison espagnole, n'arrivant pas à rétablir l'ordre seule, s'est repliée à partir de 1957 sur les trois principales villes côtières : Villa Cisneros (Dakhla), Cap Juby (Boujdour) et El-Ayoun. En février 1958, un pacte militaire franco-espagnol débouchait sur une opération de grande envergure, l'opération "Ouragan", destinée à "nettoyer" la région.

L'opération militaire durera 15 jours. A cette occasion, l'Espagne a engagé 9 000 hommes et 60 avions, tandis que la France mettait en oeuvre 5 000 hommes,

600 véhicules et 70 avions. Les massacres auxquels elle a donné lieu pousseront une partie de la population sahraouie à fuir dans les pays voisins. Il n'est donc pas étonnant que, selon Attilio Gaudio pourtant favorable à la thèse marocaine, les 60 000 habitants du Rio de Oro ne représentent qu'une très faible partie de la population réelle, entre le tiers et le quart !

Rappelons à l'intention des soi-disant "progressistes", qui brandissent le drapeau du "grand Maroc", qu'une bonne partie du corps expéditionnaire et du matériel ayant servi lors de cette opération venait précisément des bases que le Maroc "indépendant" a bien voulu concéder à l'impérialisme français sur son territoire. Et, de fait, le gouvernement marocain a gardé tout au long de l'opération "Ouragan" un silence complice et s'est contenté d'émettre une protestation timide contre les mouvements des troupes françaises basées au sud du pays. Cela n'empêchait pas, évidemment, la monarchie marocaine de négocier avec l'Espagne. A cette occasion, Madrid avait donné au Maroc la zone nord devenue la province de Tarfaya.

L'"opposition" officielle représentée à l'époque par l'Istiqlal n'avait rien à envier à la monarchie, tant elle s'est rendue célèbre par son aplatissement complet devant l'impérialisme français. Un dirigeant de l'Istiqlal, à l'époque ministre des Affaires étrangères, Ahmed Belafredj, n'avait pas hésité à désavouer ouvertement l'ALN lors d'une visite à Dakar en mars 57, qualifiant les combattants anti-impérialistes d'"éléments incontrôlés". Il faut rappeler que l'ALN venait alors de faire parler d'elle au Sahara.

Quant aux soi-disant "progressistes", qui formaient la gauche de l'Istiqlal avant de s'en séparer par la suite, comme Ben Barka et Ben Seddik, ils n'avaient pas trouvé mieux que de participer à la commission consultative pour la "question des frontières" créée sous l'égide de la monarchie dans un but contre-révolutionnaire évident dans

(suite p. 9)

(1) In Le dossier du Sahara occidental, association des amis de la RASD.

SAHARA

(suite de la p. 8)

la mesure où il s'agissait d'amoindrir la rébellion qui gagnait le Sahara et qui risquait de s'étendre à l'intérieur du Maroc. Dans son "auto-critique", Ben Barka dira plus tard à ce sujet : "Nous sommes entrés dans le jeu colonial", ce qui n'était pas une petite chose...

Après le "nettoyage" du Sahara réalisé dans le cadre de l'opération franco-espagnole "Ouragan" grâce à la complicité du Maroc et à l'aplatissement de l'Is tiqlal, Madrid a inauguré une politique coloniale qui n'était pas différente de celle du Portugal en Angola ou en Guinée - Bisau.

L'Espagne franquiste a évidemment expérimenté l'assimilation juridique et politique de la population locale. A partir de 1961, les lois espagnoles s'appliquent au Sahara. Une politique de "peuplement" a été également engagée. A la fin des années 60, le nombre des civils venant surtout des Canaries, où le développement du tourisme a bouleversé les structures archaïques, était estimé à 15 000. Ajoutons à cela 5 000 policiers, sans compter la légion (certaines sources estiment que dans les années 70 il y avait un militaire pour ... un Sahraoui !).

Toujours dans les années 60, l'Espagne a institué au Sahara une *Ljemaâ* (assemblée de notables et de chefs de tribus) chargée de l'administration locale. Les décisions de cette assemblée étaient évidemment soumises à l'approbation du gouverneur colonial. Après les manifestations de 1970, l'Espagne a élargi les prérogatives de la fameuse assemblée au domaine social dans un souci d'ordre et de stabilité.

La mise en valeur des riches mines du Sahara, au début des années 60, n'était pas seulement pour l'Espagne l'occasion de renforcer son dispositif militaire. En effet, un "Plan de développement économique et social" était lancé en 1966 par Madrid. Ce plan qui engageait 250 millions de pesetas devait réaliser l'installation des infrastructures nécessaires à l'exploitation des richesses minières que recèle le sous-sol saharien.

La guerre a sans doute été le facteur principal de la prolétarisation que commençait alors à connaître le Sahara. On assistait à un déplacement des populations vers El-Ayoum. Ce phénomène ne nous étonne pas : dans ses opérations de "nettoyage", le colonialisme recourt souvent au mitraillage des troupeaux... A la fin des années 60, un millier de Sahraouis travaillaient déjà aux mines de Bou-Craâ. D'autres sont employés dans le secteur du bâtiment. La grande sécheresse qui a décimé les troupeaux du Sahel entre 1968 et 1973 a accéléré le

mouvement de dépeuplement du Sahara.

Cependant, il faut rappeler que la prolétarisation d'un nombre relativement important de Sahraouis n'empêche pas que la plupart des ouvriers permanents soient espagnols. En effet, les patrons n'engagent les ouvriers sahraouis que pour une durée de trois mois, tant il est facile de les remplacer. De plus, les patrons recrutent les ouvriers de préférence parmi les tribus qui étaient traditionnellement dominées par les autres, et ce pour garantir le maximum de paix sociale. Par ailleurs, la naissance d'une vie économique moderne autour des gisements miniers a permis l'émergence et le développement d'un embryon de couches moyennes (commerçants, employés), au sein desquelles le mouvement de résistance sahraoui a trouvé une certaine audience.

La politique "assimilationniste" suivie par l'Espagne n'a pas donné les fruits escomptés. Les *Ljemaâs* et leurs représentants, les *Cheikhs*, n'inspiraient pas confiance à la population qui les désignait comme des "agents de l'étranger". Mais, si la renaissance du mouvement de résistance sahraoui s'est effectivement appuyée sur les vieux réflexes de la société nomade on ne peut pas pour autant la confondre avec les anciennes formes de résistance tribale.

Dès la fin des années 60 commençait à se dessiner un mouvement anti-colonial polarisé au départ autour de la revendication d'un statut d'autonomie, et qui dénonçait en même temps les *Cheikhs* inféodés à l'Espagne. En 1968 était fondé le Mouvement pour la libération du Sahara (MLS) à l'initiative de Mohamed Saïd Bassiri arrêté en 1970 et "disparu" depuis.

A ses débuts, ce nouveau mouvement de résistance, qui renvoie plus aux aspirations "nationales" des couches moyennes qu'aux réactions défensives des formes d'organisation tribale, même s'il ne refuse pas de s'appuyer dessus, était divisé sur l'opportunité du recours à la lutte armée contre le colonialisme espagnol. La majorité pensait à l'époque que "les manifestations pacifiques pourraient faire reculer l'Espagne".

Dans ces conditions, la manifestation du 17 juin 1970 constituait un tournant dans l'histoire récente du mouvement de résistance sahraoui. Le fait que la troupe ait tiré sur la foule désarmée en faisant des dizaines de morts a encouragé les partisans de la lutte armée comme seule stratégie réaliste face au colonialisme.

La lutte armée à grande échelle a débuté en mai 73, date

à laquelle s'est créé le Front Polisario. Ce dernier est né en se présentant "comme expression unique de masse, optant pour la violence révolutionnaire et la lutte armée, comme moyen pour que le peuple arabe sahraoui, africain, puisse recouvrer sa liberté totale, et déjouer les manœuvres du colonialisme espagnol" (2).

Jusqu'en 1975, le Front Polisario ne bénéficiait d'aucun soutien extérieur. Ses membres sont protégés de la police et de l'armée espagnoles par les populations sahariennes de Mauritanie, du Maroc et d'Algérie. Ceci n'a rien d'étonnant. En 1972 déjà, une manifestation organisée par les Sahraouis à Tan-Tan est sévèrement réprimée par les autorités marocaines. En Algérie, à l'époque, "leur liberté de mouvement est limitée" (3).

La naissance du Front Polisario a suscité la disparition des autres organisations fondées la plupart du temps sur l'initiative de l'Espagne ou des bourgeoisies du Maghreb. C'est ainsi que l'Espagne avait créé le PUNS (Parti de l'Union nationale Saharienne) favorable à un Etat "indépendant" islamique subordonné à Madrid. Le Maroc, quant à lui, avait créé le FLU (Front pour la Liberté et l'Unité). L'Algérie, elle, a soutenu jusqu'en 1973 le MOREHOB (Mouvement de Résistance des Hommes Bleus).

Si le Front Polisario, animé par une intelligentsia à laquelle ont donné naissance les couches moyennes, tant au Sahara qu'à l'intérieur des pays voisins, a bien mis à profit la combativité des tribus sahraouies, cela ne doit pas nous faire oublier qu'il se nourrit également de l'ardeur des masses prolétariennes. Il faut rappeler à ce sujet que le contrôle des villes par les troupes marocaines a rencontré une résistance acharnée qui a duré plusieurs semaines. Ce n'est pas également un hasard si le Front Polisario déclare à son deuxième congrès tenu en 1974 : "Les masses garantissent la guerre de libération".

La brutalité avec laquelle interviennent les troupes marocaines, les moyens utilisés par Rabat, l'intervention militaire de la France n'empêchent pas les Sahraouis d'avoir l'initiative sur le terrain. L'emploi des Jaguars et les bombardements au napalm et au phosphore n'ont pas pu freiner les Sahraouis qui ont fait sauter à plusieurs reprises

(suite p. 11)

(2) Manifeste politique constitué par le Front Polisario du 15 mai 1973.

(3) Selon Elsa Assidon, Sahara occidental, un enjeu pour le nord-ouest africain, *Maspéro* p. 42.

La signification des événements de GAFSA

La presse bourgeoise a fait couler beaucoup d'encre au sujet des événements qui viennent de secouer le Sud tunisien. Ce faisant, elle reprend complaisamment les mensonges de la bourgeoisie tunisienne. Celle-ci présente bien sûr les événements que vient de connaître la région de Gafsa comme étant le résultat d'un " complot diabolique " depuis longtemps planifié par le régime de Kadhafi. Ce " complot " aurait été tout simplement exécuté par une " cinquantaine " de " mercenaires " à la solde de Tripoli.

Grâce au déploiement de sa machine de propagande, la bourgeoisie croit pouvoir rayer d'un trait de plume les causes profondes d'un mécontentement social toujours grandissant. Un mécontentement que d'anciens notables du régime, comme Ahmed Mestiri, n'osent plus nier. D'ailleurs, la meilleure preuve que la région de Gafsa a bien connu autre chose qu'une simple attaque de " mercenaires " réside dans le fait que le gouvernement tunisien a empêché l'entrée de la ville aux journalistes étrangers jusqu'à ce que l'ordre ait été relativement rétabli.

La propagande bourgeoise oublie évidemment d'expliquer comment un commando d'une " cinquantaine " de personnes peut arriver tout seul à investir et à contrôler militairement une ville comme Gafsa durant 36 heures ni comment un nombre de mercenaires aussi réduit peut avoir besoin de 40 mitraillettes, 73 fusils-mitrailleurs, 53 pistolets, 9 bazookas, 3 mortiers, 10 postes-émetteurs et une quantité importante de munitions sans compter les caches d'armes découvertes par la suite des opérations de détection et de " chasse à l'homme ".

Il est clair que la quantité d'armes et de munitions saisies dans la région ne pouvait être introduite en une seule fois à Gafsa. L'opération a été préparée et elle ne pouvait arriver au point où elle a été sans des " complicités " intérieures sûres et sans une intégration très forte au sein de la population. Le mécontentement profond de celle-ci n'était un secret pour personne. Des centaines de jeunes réduits au chômage et à la misère ne peuvent se contenter d'une vague sympathie avec ceux qui ont eu le courage de répondre à la férocité et au cynisme de la bourgeoisie par les armes. Comme il est coutume de parler dans la région, " des mineurs de phosphates ne reculent devant rien !

On aura une idée de l'attitude de la population locale lorsqu'on voit l'ancien ministre de la Défense, A. Mestiri, se plaindre : " Il y a eu avant tout défaillance au niveau de la vigilance politique. Il y a eu à n'en pas douter des complots locaux. Comment par exemple, les assaillants ont-ils pu parvenir jusqu'à Gafsa sans être signalés ? " (Le Matin du 2

février 1980).

En effet A. Mestiri sait de quoi il parle. Dans un pays aussi étroitement surveillé, comment les " assaillants " ont-ils pu louer au début de janvier une villa sans attirer l'attention de la population locale ? Les caches d'armes que l'armée a découvertes étaient à l'évidence préparées de longue date. Dans la région de Gafsa, les fellahs ont l'habitude de creuser des fosses dans le sol pour y emmagasiner les céréales. C'est dans une de ces fosses que la troupe a découvert 87 caisses de munitions. Sans compter les stockages cachés dans la Médina.

En tout cas, les " mercenaires " connaissaient bien Gafsa et sa région. Mais il y a plus. A l'intérieur de la caserne Ahmed Tili qu'ils avaient investie en premier lieu, ces derniers se déplaçaient aisément. Ils commencent directement par les dortoirs et les dépôts d'armes. Face à l'armée qui est intervenue avec une trentaine de blindés et des hélicoptères, à la police et à la gendarmerie, la " cinquantaine " a tenu ... 4 jours qui ont vu s'engager de véritables batailles rangées. Dans leur chasse aux " rebelles " les troupes progressaient très lentement : 12 kilomètres en 24 heures selon les autorités locales. Cela donne une idée de la grossièreté des mensonges servis par la bourgeoisie tunisienne et repris par la presse démocratique occidentale.

Même un journal aussi peu subversif que " Le Monde " se voit obligé de citer des témoins qui reconnaissent que " certains rebelles se réfugiaient parmi la population, où ils comptent d'inévitables sympathies, principalement dans les souks " (2/2/80). Les barrages que constituait l'armée n'étaient pas seulement situés sur les axes qui mènent à Gafsa. Certaines pistes menant à de petits villages étaient également surveillées dans un rayon de 30 kilomètres autour de Gafsa, ce qui laisse la suspicion officielle planer sur la population paysanne.

La férocité dont a fait preuve la bourgeoisie tunisienne à cette occasion n'est pas sans rappeler les massacres du 26 janvier 1978. C'est que les événements de Gafsa renvoient aux don-

traditions sociales qui ont poussé la classe ouvrière à relever la tête en déclenchant un cycle ininterrompu de grèves depuis 1977 qui ont abouti à la grève générale de 1978.

Quoi qu'en disent certains, les événements de Gafsa ne sont pas seulement liés à des contradictions " spécifiques " ou " locales ". Il serait stupide d'imaginer que le Sud tunisien s'est toujours opposé au régime bourgeois parce qu'il considère l'Etat actuel comme l' " Etat des sahéliens ". Certes, le mécontentement dans la région de Gafsa et l'esprit de révolte qui y règne se nourrissent sans nul doute de la tradition de lutte anti-coloniale qui se confond dans la conscience des masses avec l' " opposition " Ben Youssefiste aux partisans de la capitulation représentés par Bourguiba et ses amis.

Cependant, le mouvement actuel ne peut que se ressentir du poids, même s'il est relatif, des luttes ouvrières que mènent depuis quelques années les mineurs des phosphates. Doit-on rappeler que depuis le début de janvier de cette année, les grèves n'ont pas cessé dans les mines de Gafsa ? En effet, quelques jours seulement avant les événements, le gouvernement annonçait une augmentation de 20 % du prix des produits de première nécessité.

Par ailleurs, la coïncidence des événements avec la commémoration du deuxième anniversaire du 26 janvier montre que les auteurs des actions armées ont voulu rappeler à leur manière qu'ils ne sont pas prêts d'oublier le prix que leurs frères de classe ont payé pour faire entendre leur voix il y a deux ans. Cela donne incontestablement une signification prolétarienne aux événements qui viennent de se dérouler quand bien même le poids des masses paysannes et plébéiennes est indiscutable dans cette région.

A l'instar de ce qui s'est passé en janvier 1978, l'impérialisme n'a pas perdu son temps. La France a envoyé 3 bâtiments de guerre croiser non loin du golfe de Gabès dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 janvier. Un

MAGHREB

TUNISIE

(suite de la p.10)

régiment professionnel de la 11^e division parachutiste a été mis en alerte. Le centre opérationnel des Armées françaises, placé sous les ordres du Chef d'état-major, s'est tenu en permanence informé des événements. 3 avions de transport Transall et 2 hélicoptères de manœuvre Puma, appartenant au 5^e régiment d'hélicoptères de combat de Pau ont été dépêchés en Tunisie. De leur côté, les USA ont décidé d'accélérer les livraisons d'armes à la Tunisie (hélicoptères, engins blindés de transport de troupes)

Comme les événements du 26 janvier 78, ce qui s'est passé à Gafsa montre que la lutte contre l'oppression en Tunisie est inséparable de la lutte contre l'impérialisme qui n'hésite pas à intervenir directement pour maintenir au pouvoir la bourgeoisie locale. Cela doit éveiller chez les travailleurs d'avant-garde l'esprit internationaliste tant la liaison et la coordination des luttes du prolétariat métropolitain et des masses opprimées des semi-colonies ne peut que devenir, au fur et à mesure que mûrit le mouvement social, une *nécessité vitale*.

Les événements de Gafsa ont été également un test pour les forces politiques en présence. Ne parlons pas de l'"opposition légale" du MUP de Ben Salah et le MDS de Mestiri tant leur compromission avec le régime a été flagrante même pour les moins avertis. Ce dernier ne vient-il pas de déclarer : " *Aujourd'hui la priorité est de se serrer autour de Bourguiba* " ?

C'est ainsi que les vendus du P "C" T ont pris une position qui rejoint celle qu'ils avaient déjà prise lors des événements

SAHARA

(suite de la p.9)

les locomotives du train minéralier de Zouérate.

Si on ajoute à cela le fait que les 67 membres de l'ancienne *Djemaâ*, ainsi que 60 chefs de tribus ont rejoint le Front Polisario, et si on rapporte tous ces aspects à la taille du mouvement sahraoui lui-même, il est clair que celui-ci a une portée historique qui dépasse le cadre du Sahara.

Certes, le soutien considérable accordé par l'Algérie explique sans doute en grande partie le fait que le Front Polisario ait pu avoir sans difficultés majeures l'initiative, tant sur le terrain militaire que diplomatique.

Mais force est de constater qu'il s'agit là d'une arme à dou

du 26 janvier 1978 où ils avaient qualifié la violence des travailleurs d'"anarchiste" en calomniant les éléments d'avant-garde en les traitant de "provocateurs": " *Les communistes tunisiens, soucieux des intérêts supérieur de leur pays et conscients de leurs responsabilités nationales 1) condamnent l'ingérence du pouvoir lybien dans les affaires tunisiennes(...) 2) condamnent la folle entreprise armée d'un groupe de tunisiens, qui procède de schémas simplistes et faux, sans rapport avec la réalité du pays* " (déclaration du 1/2/80).

Il est clair que la lutte contre la bureaucratie et l'impérialisme ne peut avancer d'un pas si les travailleurs ne combattent pas dès aujourd'hui les positions de ces traîtres qui crachent sur nos frères tombés les armes à la main et tentent de décourager ceux parmi les masses qui ne veulent pas rester les bras croisés devant l'exploitation et l'oppression grandissantes.

Depuis ces dernières années les masses exploitées en Tunisie et à leur tête les prolétaires, ont ressenti un trésor de générosité et d'énergie. Malgré la répression, des coups de tête semblables à celui de Gafsa sont inévitables en l'absence d'un puissant mouvement de classe capable de faire face à l'Etat bourgeois. Puisse le dénouement tragique des événements éveiller chez les travailleurs d'avant-garde le besoin urgent de se donner le Parti de classe révolutionnaire seul en mesure de centraliser et de féconder les multiples poussées généreuses des masses en lutte afin d'en faire un levier pour la bataille décisive en vue de renverser la bourgeoisie et instaurer la dictature du prolétariat.

ble tranchant. La tutelle que la bourgeoisie algérienne risquerait d'exercer sur le mouvement sahraoui en contrepartie de l'appui qu'elle lui accorde ne peut qu'émousser les ardeurs anti-impérialistes et limiter les potentialités réelles de celui-ci.

Cependant, quel que soit le résultat auquel aboutiront d'éventuels marchandages inter-impérialistes avec la complicité des bourgeoisies du Maghreb, le mouvement de résistance sahraoui demeure un facteur de crise révolutionnaire dans toute la région. C'est une raison supplémentaire pour que les prolétaires manifestent leur sympathie au mouvement des masses sahraouies. Une sympathie qui doit se concrétiser dans la lutte à mort contre l'impérialisme et tous les Etats en place.

Luttes sociales
au Maroc

Depuis quelques mois, une vague de grèves revendicatives a déferlé sur la plupart des secteurs économiques au Maroc. Au mois de janvier 1980, c'était la grève des travailleurs du phosphate. A la même période, les travailleurs de toutes les régions du tabac ont arrêté le travail. Ceux de la société Coca-Cola ont fait de même. Depuis le mois de décembre, les conducteurs d'autobus à Oujda sont en grève. Rappelons également celles des travailleurs de la SNEP de Mohammadia et des boulangeries industrielles.

Ces mouvements de grève viennent à la suite de la décision du gouvernement marocain d'augmenter les prix des produits pétroliers, ce qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le prix des autres produits. Cette attaque contre les conditions de vie des travailleurs ne pouvait être ressentie que plus brutalement quand on sait qu'en août dernier déjà, il y avait eu des hausses de prix affectant le sucre, l'huile et la farine. C'est ainsi que l'année 1979 s'est achevée avec un taux d'inflation de 20%.

Inutile de souligner que l'Etat bourgeois marocain a réagi comme d'habitude par la répression ouverte et les licenciements massifs. 1500 enseignants et travailleurs de la Santé syndiqués à la CDT ont été licenciés. Les autorités ont interdit le 26 janvier, une manifestation de solidarité avec les grévistes du phosphate.

Par ailleurs, on a assisté ces derniers mois au soulèvement des paysans expropriés contre les propriétaires fonciers et l'Etat en place, comme à Karba Tadla, Azila, Aït Rebaa et Temara. Dans cette dernière localité, les paysans refusent l'expropriation pour "cause d'utilité publique" au terme de laquelle leurs terres seraient accaparées au profit de la cimenterie "Ismant".

A la fin janvier, des étudiants ont été arrêtés pour "activités subversives et diffusion de tracts pouvant porter atteinte à l'ordre public" à Casablanca, Rabat et Fès, et ce, à la suite de grèves politiques réclamant la libération des détenus politiques et le retour des exilés.

Notre solidarité va aux travailleurs qui luttent pour améliorer leurs conditions de vie et de travail, aux militants qui se battent contre l'ordre établi et à toutes les victimes de la répression bourgeoise !

A NOS LECTEURS

Lecteurs habitant en France, mais surtout dans les pays du Maghreb, où la circulation de l'information est difficile, donnez les nouvelles de la vie et des luttes de notre classe ! Devenez correspondants du bulletin !

Pour un bilan de la vague anticoloniale

Dès les derniers mois du second conflit impérialiste, le parti dans ses Perspectives de l'après-guerre a indiqué avec une extrême clarté la direction dans laquelle s'orientait le capitalisme mondial dans le cours de la reconstruction d'après-guerre, avec ses orgies de production et de consommation; il a prévu aussi le point d'aboutissement nécessaire de ce cours, c'est-à-dire la crise économique, sociale et politique générale et une nouvelle guerre, dont il n'avait indiqué cependant que les alignements fondamentaux. Une grande partie du travail ultérieur du parti fut consacrée à l'étude de l'évolution économique à l'échelle internationale, avec une attention particulière pour les U.S.A. et l'U.R.S.S., et, sur le plan théorique comme sur celui de l'enregistrement « empirique », à l'analyse de deux aspects de l'après-guerre parmi les plus significatifs: le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux et la trajectoire des grandes organisations syndicales tendant à l'intégration dans l'Etat bourgeois.

Le moment est venu de tenter un bilan de ces trente années, durant lesquelles nos « perspectives » se sont traduites en vivantes réalités, mettant le parti en face de problèmes et de tâches qui, sans être imprévus, étaient mieux définis sur le plan théorique que contraignants sur le plan pratique.

La prochaine Réunion générale devra avant tout rappeler les grandes lignes de nos « Perspectives d'après-guerre » dans leur formulation la plus générale, celles de notre réaffirmation de la théorie marxiste des révolutions multiples et de l'interprétation du cours de la dégénérescence des syndicats ouvriers dans la période impérialiste et sous le signe de la contre-révolution.

En ce qui concerne le cycle de développement des mouvements nationaux et coloniaux du second après-guerre, nous avons souvent montré ces dernières années qu'il tirait à sa fin, ceci en particulier lors de notre Réunion générale de parti de l'automne 1977. « La crise, écrivions-nous dans le compte rendu de la réunion, est arrivée après la fin de ce que nous avons appelé la « phase éruptive » du mouvement anti-impérialiste [...]. Mais il y a peu de chances pour que la clôture de ce cycle endorme la « zone des tempêtes ». Dans les nouvelles vagues sociales, cette fois, les prolétaires se mettront davantage en avant, avec leurs intérêts propres,

entraînant derrière eux les masses paysannes pauvres, dans un contexte où se terrifient toujours plus l'aurole révolutionnaire des classes bourgeoises qui ont atteint l'indépendance politique ».

Depuis, il n'y a pas eu seulement le 26 janvier tunisien, l'explosion sociale iranienne dont la brèche a été ouverte par les coups de beiler d'une puissante vague de grèves, il y a eu aussi, comme c'est le cas en Algérie, des mouvements répétés de grève et d'agitation entraînant un à un tous les secteurs de la population ouvrière. N'est-ce pas là le fruit authentique de ce cycle bourgeois? Cela suffirait à balayer toutes les objections du doctrinarisme pédant et indifférentiste qui n'a vu dans ce mouvement que son côté bourgeois sans voir son côté révolutionnaire, sans être capable de voir et de défendre dans le présent l'annonce du futur.

Il est tout aussi indéniable que l'impossibilité d'assurer à cette vague ne serait-ce qu'un début de transgression en révolution prolétarienne a empêché que la vague n'aille jusqu'au bout de ses tâches anti-féodales et anti-impérialistes. Voilà un des résultats du stalinisme et de toutes les formes de frontisme et d'étapisme qui interdisent toute possibilité de préparer le futur du mouvement sous prétexte de la convergence des intérêts des classes qui y participent dans l'immédiat, et rabaisant le prolétariat à la traîne de bourgeoisies toujours plus inconsistantes et couardes. La rançon en est qu'aujourd'hui incombent au prolétariat, considérablement retardé dans son développement politique, des tâches non encore directement socialistes et prolétariennes, à l'heure où il devient dans ces aires la seule classe capable de faire avancer l'histoire, comme vient le confirmer tragiquement la soi-disant « révolution islamique » en Iran.

Au moment où nous devons faire le bilan de ce cycle historique, il n'est pas inutile de revenir en arrière pour voir ce que nous en attendions. C'est dans le but d'aider les sections et les camarades à reprendre le cadre théorique et historique de cette question dont notre parti a suivi les développements « avec une passion dévorante », que nous publions ici quelques extraits significatifs de textes des années cinquante, au cours desquelles notre parti a consacré à l'interprétation de ces événements gigantesques plusieurs Réunions générales.

Les révoltes anticoloniales, facteur révolutionnaire historique délimité

« La formation d'Etats-nations de race et de langue en principe uniformes est la condition optimale pour substituer la production capitaliste à la production médiévale, et toute bourgeoisie lutte dans ce but, même avant que la noblesse réactionnaire soit renversée. Cette organisation en Etats nationaux (et ce fut surtout le cas de l'Europe) est pour les travailleurs une étape nécessaire puisqu'il est impossible d'arriver à l'internationalisme (affirmé d'emblée par les premiers mouvements ouvriers) sans dépasser la production, la consommation et les revendications étroitement locales propres à l'époque féodale.

Donc, jusqu'en 1870, époque où cette organisation en Etats nationaux est achevée, le prolétariat a un intérêt de classe

(Pour mettre les points sur les I, thèse historique n° 4)

« Il est tout aussi insensé de nier à la révolution national-libérale des peuples de couleur son caractère de bond révolutionnaire et de se constituer en tribunal de fantaisie pour les condamner à l'immobilité et à la passivité, jusqu'à ce qu'ils puissent faire le bond stalinien de la for-

(Les luttes de classe et d'Etats..., 1^{re} partie, « Le merveilleux dessin ». La forme n correspond au capitalisme)

L'opportunisme dans la question nationale

« Le nœud dialectique de la question est le suivant: il ne s'agit pas de considérer une alliance de la classe ouvrière et de son parti avec des couches bourgeoises dans la lutte armée pour des buts révolutionnaires antiféodaux comme un reniement de la doctrine et de la politique de la lutte de classe, mais de montrer que même dans les situations historiques

(Facteurs de race et de nation..., Introduction, point 4)

« [...] Aussi bien dans ces pays que dans les pays occidentaux, le prolétariat est absent comme classe aussi longtemps qu'il adhère à des partis contre-révolutionnaires. Dans la mesure où il est présent, il doit, dans le domaine théorique, soumettre le programme national et démocratique à une critique complète tout comme Marx en 1860; dans le domaine de l'organisation, il ne doit pas mêler les forces du parti de classe aux forces pe-

à lutter pour la liberté de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, et des petits Etats balkaniques. Durant l'alliance dans l'action armée, les idéologies de classe vont se différenciant, et les travailleurs se soustraient au nationalisme et au patriotisme. Pour l'avenir du mouvement prolétarien, les victoires contre la Sainte-Alliance, contre l'Autriche en 1859 et 1866, et en dernier lieu contre Napoléon III lui-même en 1870, ont été de première importance; de même les victoires contre la Turquie et la Russie en 1854-55 et en 77; par contre, les défaites de leurs adversaires furent considérées comme négatives par Marx et Engels dans toutes leurs œuvres, comme Lénine le rappela dans ses thèses sur la guerre en 1914. Tous ces critères s'appliquent à « l'Orient » moderne ».

me n-1 à la forme n+1, en improvisant une lutte de classes entre prolétaires et entrepreneurs capitalistes à partir de rien, c'est-à-dire en se faisant injecter de l'extérieur une volonté de construire le socialisme à laquelle on ne peut croire sans passer au stalinisme ».

et dans les aires géographiques où cette alliance est nécessaire et inéluctable, il faut maintenir intégralement et même porter à son plus haut degré la critique théorique, politique et programmatique des objectifs et des idéologies pour lesquels combattent les éléments bourgeois et petits-bourgeois ».

tites bourgeoises; dans le domaine historique et politique, c'est-à-dire dans la mesure où l'action n'est pas bourgeoisement « culturelle » et électorale, mais insurrectionnelle, il doit appuyer le renversement des pouvoirs féodaux même par ceux que Lénine appelait au II^e Congrès les « nationalistes révolutionnaires ». Logiquement, cette norme vaut pour toutes les insurrections de ce genre, même et surtout quand elles sont dirigées contre

l'impérialisme étranger, c'est-à-dire contre les Blancs, plus ou moins alliés aux anciens pouvoirs locaux ou même à une grande bourgeoisie locale naissante.

Prétendre que l'existence de rivalités entre les impérialismes parmi lesquels il faut indubitablement ranger aujourd'hui l'impérialisme soviétique, est une raison pour n'appuyer aucune des révoltes anti-impérialistes des peuples de couleur, constitue un argument aussi stupide que celui qui fut employé en 1914-15 contre le défaitisme révolutionnaire de Lénine et qui prétendait qu'en frappant par exemple l'Etat français, on courait le danger de passer de la domination de la bourgeoisie française sous celle de la bourgeoisie allemande: opportunisme classique! ».

(Les luttes de classe et d'Etats..., 1^{re} partie, « Le merveilleux dessin »)

La perspective de la révolution permanente

« [...] La perspective de la révolution permanente que le prolétariat européen aurait mise en marche s'il était intervenu aux côtés de la petite-bourgeoisie armée et révolutionnaire pour détruire les derniers bastions du régime féodal et pousser au-delà de ses limites la « première révolution » pour la transporter (avec la soumission docile ou au contraire l'initié de la petite-bourgeoisie autrefois son alliée) sur le plan du combat mortel entre capital et travail salarié, et sur le plan du choix final — ou dictature ouverte du prolétariat communiste —, cette perspective qui à cette époque était pour ainsi dire verticale, se reproduit aujourd'hui sur un plan horizontal: la révolution purement prolétarienne, la seule possible, en Occident; une révolution à base populaire radicale dans les anciennes colonies, dont la solution est liée à la première, ou condamnée par son retard à une involution plus ou moins rapide, — avec en outre ceci en plus: un potentiel indigène d'authentiques prolétaires que

(suite p. 13)

la vague anticoloniale

(suite de la p. 12)

la marche du capitalisme impérialiste, également sous la poussée des résistances révolutionnaires locales, n'a pas pu ne pas produire. La tâche de « prendre temporairement en charge » les colonies à peuplement indigène devient celle de « prendre définitivement la tête » d'insurrections violentes, d'origine petite-bourgeoise nationale et radicale, qui contiennent toutefois sur le plan international et même, en partie, sur le plan national, des possibilités potentielles bien plus vastes et plus fécondes.

La III^e Internationale — nous l'avons rappelé et illustré à plusieurs reprises, et nous ne pouvons faire aujourd'hui que le répéter à ceux qui l'ont oublié — reprit ouvertement cette tâche à son compte. [...]

(L'éclatant réveil des « peuples de couleur »... « Deux maillons d'une même chaîne »)

Elans révolutionnaires anti-impérialistes et prostration du prolétariat des pays impérialistes

« Le travail du stalinisme a vraiment consisté à aslatiser l'Europe, non au sens stupide où la propagande occidentale a utilisé ce slogan depuis l'époque de Lénine, mais au sens où il s'agissait d'emprisonner la race blanche pour des siècles et des siècles dans la forme sociale bourgeoise, de même que la race jaune était emprisonnée dans la forme despotique-féodale, dont l'Europe pouvait se vanter d'être sortie en brandissant les glaives et les torches jacobines, et par de glorieuses dictatures.

Mais l'Asie n'est plus immobile, elle fermente, elle combat. Honneur à l'Asie, honte à l'Europe! »

(Les luttes de classe et d'Etats...)

• Les leçons suggestives... »

Bibliographie sommaire

- Pour mettre les points sur les i (Raddrizzare le gambe ai cani - 1952), paru en éditorial de Programme communiste n° 55.
- Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste (Réunion générale de Trieste - 1953), récemment réédité par les Ed. Iskra, Milan.
- Les révolutions multiples (Réunion générale de Gênes - 1953) paru dans Le Prolétaire n° 164.
- Pression raciale sur la paysannerie, pression de classe des peuples de couleur (1953), publié dans Le Prolétaire n° 165.
- Les luttes de classes et d'Etats chez les peuples de couleur, champ historique vital pour la critique révolutionnaire (Réunion générale de Florence - 1958), Il programma comunista n° 3 à 6, 1958.
- Rapport de la Réunion générale de Turin (1958), paru dans Le Prolétaire n° 166.
- L'éclatant réveil des « peuples de couleur » dans la vision marxiste (Réunion générale de Bologne - 1960), Il programma comunista n° 1 et 2, 1961.
- La question nationale et coloniale (Réunion générale de Paris - 1972), Le Prolétaire n° 143.

« Le prolétariat révolutionnaire occidental doit regagner le temps et l'espace tragiquement perdus à poursuivre le mirage des solutions démocratiques d'un problème que seule la révolution communiste peut résoudre à l'échelle du monde. Il ne peut pas demander aux mouvements coloniaux une chose qui dépend de lui seul. Mais, tels qu'ils sont, il les salue avec une passion dévorante : tels qu'ils sont, parce que, seule étincelle de vie dans un présent mortel, ils bouleversent l'équilibre international de l'ordre établi (nous verrons plus loin que l'« exploitation des mouvements coloniaux de la part des impérialistes » doit elle-même être prise avec bien des réserves), parce qu'il

(L'éclatant réveil des peuples de couleur... « La soudure nécessaire »)

catapultent sur l'arène de l'histoire de gigantesques masses populaires — y compris des masses prolétariennes — qui végétaient jusqu'ici dans un « isolement sans histoire », parce que, même s'ils pouvaient se réduire — mais la dialectique marxiste s'y refuse — à des mouvements purement bourgeois, ils élèveraient dans leur propre sein les fossoyeurs que le putride Occident, plongé dans une prospérité béotienne et meurtrière, berce dans un sommeil plus profond que celui que provoque la « drogue somnifère qu'on appelle l'opium », parce qu'ils sont, en somme, dans la tradition d'une histoire qui a plus d'un siècle, des « révolutionnaires malgré eux » [...]

Premier bilan des luttes anticoloniales

Capitalismes d'hier et d'aujourd'hui

Au cours d'une récente réunion générale du parti, un rapport a été présenté, dont le but était de faire le point pour situer approximativement où ce mouvement historique en est arrivé aujourd'hui alors que nous escomptons une reprise de la lutte prolétarienne et qu'il nous intéresse au plus haut point de préciser quelles forces pèseront dans la balance de la révolution communiste.

L'idée d'un cycle du capitalisme est familière au marxisme. En s'appuyant sur un texte comme Les trois phases du capitalisme et en l'illustrant par les grandes révolutions anglaise, américaine et européenne, le rapporteur a tenté de faire ressortir que dans une première phase, révolutionnaire, du capitalisme se produisent des révolutions dont l'intérêt social est de détruire, grâce à la conquête du pouvoir d'Etat, les vieux rapports juridiques qui entravent le développement des forces productives modernes. S'ouvre alors une phase d'épanouissement du capitalisme qui conduit à une troisième phase, impérialiste, où la société doit briser les rapports capitalistes pour poursuivre sa marche en avant.

Est-ce à dire que lorsque l'Europe et l'Amérique ont atteint la phase sénile du cycle du capitalisme, le tissu social de tous les continents est entré du même coup en putréfaction et que les tâches immédiates sont partout anticapitalistes et communistes ?

En réalité, c'est seulement au tournant du XX^e siècle que la pénétration des rapports capitalistes a commencé à provoquer des révolutions bourgeoises hors de l'aire euro-américaine. Ceci dit, il serait absurde d'imaginer que les autres continents auraient à parcourir le même chemin que l'Europe, ne serait-ce que parce qu'en arrivant au capitalisme à l'heure de l'impérialisme, les jeunes capitalismes doivent dès le début utiliser les méthodes les plus modernes, économiques, militaires et politiques, ce qui les oblige à parcourir les étapes du développement capitaliste à marches forcées.

Une étude comparée des cycles euro-américain et du « Tiers-monde », dans laquelle le rapporteur s'est efforcé de retenir des critères permettant d'apprécier le degré de maturité capitaliste des différentes aires géographiques, a permis de mettre en évidence que la transformation révolutionnaire de la société

(suite p. 14)

bilan des luttes anticoloniales

(suite de la p. 13)

par le capitalisme approche de sa fin. Cette transformation est globalement terminée en Amérique latine, plus avancée au Moyen-Orient (Maghreb compris) que dans le reste de l'Asie, encore largement en retard en Afrique Noire. Le rapport a fait ressortir le mouvement contradictoire de ce phénomène, qui présente des caractères plus avancés en même temps que d'autres très retardés par rapport à une Europe d'un âge capitaliste comparable. Surtout, le capitalisme s'accompagne dans le « Tiers-monde »,

avec un coefficient plus faible dans les vastes marchés nationaux comme la Chine et un coefficient maximum dans les zones les plus écrasées par les rapports impérialistes, d'un phénomène de marginalisation économique.

Les problèmes soulevés par ce phénomène ne peuvent être tranchés que par la révolution communiste mondiale, qui mettra en commun toutes les richesses de la planète et les utilisera rationnellement suivant un plan unique mondial.

Cycles politiques bourgeois et aires géographiques

Le rapport a ensuite mis en évidence le décalage entre le cycle capitaliste déterminé par les tâches bourgeoises elles-mêmes et le cycle politique de la bourgeoisie, qui dépend de la capacité de la bourgeoisie à accomplir ces mêmes tâches. Or, cette capacité s'apprécie sur le terrain d'une lutte des classes qui est déterminée par les rapports entre toutes les classes, à l'échelle non de pays pris en particulier, mais de vastes aires géographiques, par les rapports entre ces aires elles-mêmes, et ce, dans de grandes périodes historiques et non dans le détail de tel ou tel événement. De plus, les limites entre les phases et les aires considérées ne sont nullement absolues et rigides, mais relatives et mobiles.

L'étude du cycle révolutionnaire bourgeois dans l'aire de l'Europe occidentale entre 1789 et 1871 a permis de mettre en évidence le phénomène d'unification politique d'une aire géographique, dû à un alignement général des forces dans le heurt entre toutes les classes de cette aire, en liaison avec des rapports internationaux déterminés. L'application de ce critère aux événements qui ont bouleversé le « Tiers-monde » depuis plus d'un siècle a permis d'identifier, à côté de l'Amérique latine et de l'Afrique Noire qui forment des aires spécifiques, bien que non étanches, l'ensemble des régions allant de la Corée au Maghreb comme une aire géographique unique. Cette dernière s'unifie à travers des vagues successives : celle commencée en 1905, fortifiée en 1917, et dont l'élan est brisé par la défaite des prolétaires et des paysans chinois en 1926-27, puis celle du second après-guerre, partie de l'épicentre chinois, que nous avons appelée « phase éruptive de la révolution anticoloniale » ; dans cette phase où le prolétariat était chassé de la scène historique, la bourgeoisie, comme dans l'Europe d'après 1848, a pu aller jusqu'à l'extrême limite de sa capacité historique.

Une fois les grandes aires précisées, le rapport devait s'attaquer au problème ardu de la délimitation des phases historiques. La même méthode que précédemment a été appliquée, en tenant compte du fait que les grandes périodes sont pour le marxisme déterminées par de grands événements historiques, comme des guerres ou des révolutions.

L'étude de l'aire euro-occidentale a permis de mettre en évidence le poids

qu'ont eu les luttes de classes en France, c'est-à-dire dans un pays où la révolution venait à son heure, tandis que dans les pays où elle venait en retard, comme en Allemagne, la bourgeoisie, déjà effrayée par la conséquence de sa propre révolution, à savoir l'émergence du prolétariat, devait faire étalage de sa couardise historique. Notre parti, en parfaite cohérence avec Lénine, a montré, dans l'aire asiatique, la révolution chinoise corame venant également à son heure, phénomène qui s'est reproduit à l'autre extrémité de cette aire avec la révolution algérienne. Il est donc du plus haut intérêt de considérer pour le XX^e siècle, avant tout, l'attitude de la bourgeoisie chinoise. Une comparaison a été établie entre d'une part la convergence actuelle des anciens ennemis de ces trente dernières années à savoir la bourgeoisie chinoise et l'impérialisme américain, et d'autre part la convergence à la fin du siècle dernier entre la bourgeoisie française et le tsarisme, qu'Engels montrait comme un indice sûr du déclin de la bourgeoisie française et plus généralement européenne.

Surtout, le rapport a mis en évidence le phénomène de l'unification politique de la bourgeoisie, de sa « domination en tant que classe ». Il s'agit sans doute du critère le plus sûr permettant d'affirmer que la bourgeoisie cesse d'être une classe ascendante, le prolétariat restant désormais la seule classe capable de faire avancer l'histoire. De tels phéno-

mènes ont déjà été repérés par notre parti, ces dernières années, aussi bien dans l'enchevêtrement des formes démocratiques et militaro-dictatoriales en Amérique latine que récemment au Maghreb, bien que sous des formes différentes de celles de la fin du XIX^e siècle européen, étant donné l'importation rapide aujourd'hui des méthodes modernes de gouvernement, en particulier le parti unique.

La constatation empirique de l'achèvement du cycle révolutionnaire bourgeois obligeait à donner une explication au raccourcissement constaté des cycles historiques. Ce phénomène s'appuie sur le fait que le capitalisme parcourt ses étapes à marches forcées, mais il tient également à la modification des alignements de forces internationaux : si en effet l'ennemi le plus acharné de la bourgeoisie au siècle dernier était le féodalisme, les révolutions du XX^e siècle ont trouvé face à elles comme ennemi le plus puissant l'impérialisme, ennemi politique et concurrent économique plus qu'ennemi social, même lorsqu'il s'appuie sur les forces pré-bourgeoises contre les mouvements anti-impérialistes.

La domination impérialiste a mis souvent en place, pour les besoins généraux de l'accumulation, des Etats en avance sur la maturité politique des bourgeoisies locales. Cela a indéniablement constitué un facteur d'épuisement plus rapide des capacités progressistes des bourgeoisies jusque dans leur fraction la plus extrême, la petite-bourgeoisie. Il est surtout clair que devant le danger du radicalisme des masses, la complicité sociale qui s'était déjà manifestée au siècle dernier entre la bourgeoisie et la noblesse en tant que classes dominantes, pourtant socialement ennemies, devait s'accroître entre les jeunes bourgeoisies et l'impérialisme, sans les obliger à une capitulation sociale. Ce phénomène s'est d'ailleurs manifesté même dans les révolutions les plus radicales, comme la révolution chinoise ou algérienne.

Les bourgeoisies du « Tiers-monde » devaient, selon la prévision de Lénine, être plus hardies que la bourgeoisie russe : elles l'ont effectivement été, mais, devons-nous ajouter, à la manière de bourgeoisies venant cependant, à l'échelle mondiale, historiquement en retard.

Où en est la classe ouvrière dans le « Tiers-monde »

Cette comparaison historique a permis de mettre en lumière que nous sommes entrés, sauf en ce qui concerne l'Afrique Noire, dans une phase de consolidation bourgeoise, une phase intermédiaire où les bourgeoisies sont en train d'épuiser les restes éventuels de leur capacité progressiste, en attendant que le prolétariat soit capable de prendre les choses en main pour aller de l'avant. L'important est de ne pas confondre la fin de cette phase révolutionnaire « d'éveil de l'Asie » qui correspond avec la fin de la « vague du second après-

guerre » avec un autre cycle, celui de la « prospérité » capitaliste de l'après-guerre, même si la fin de ces deux cycles se produit simultanément.

Il était donc intéressant de considérer le résultat de ces révolutions. A la honte de l'indifférentisme, chauvin et raciste en dernière instance, qui n'a vu dans les révolutions bourgeoises que la misère et le mensonge bourgeois sans voir leur côté subversif, l'histoire ne s'est donc

(suite p. 15)

L'impérialisme russe en Afghanistan

(suite de la page 1)

En s'installant en Afghanistan, la Russie se rapproche de cette zone. Elle n'a pas encore d'accès direct à la mer d'Oman, mais s'approche déjà du détroit d'Ormuz. La menace pour les Occidentaux est d'autant plus évidente que les Russes sont déjà à Aden et en Ethiopie et qu'ils contrôlent ainsi le passage entre la Mer Rouge, et donc le canal de Suez, et l'Océan Indien. Cet Océan est actuellement le théâtre d'une bataille que se livrent les différents impérialismes pour s'y ménager des bases militaires. Si les Russes sont à Aden, les Américains sont à Diego Garcia, les Britanniques à Oman, les Français à Mayotte et à la Réunion, etc.

L'Afghanistan a donc pour les Russes une double importance stratégique : d'une part il leur permet de se rapprocher des mers chaudes, d'autre part il les rapproche des voies du ravitaillement occidental en pétrole. Mais il est probable que les Russes ne se contentent pas de cela : ils doivent aussi logner du côté du précieux liquide. Et même si l'Afghanistan ne possédait pas les importantes réserves de pétrole que certains lui attribuent, il n'est pas indifférent pour les Russes de se rapprocher de la source principale du pétrole, le Moyen-Orient, surtout s'il est vrai que l'URSS, actuellement premier producteur mondial, devra importer à son tour du pétrole à partir de 1985 (au moins 3 millions de barils par jour). Le « coup de Kaboul », comme l'appellent les partisans de l'impérialisme américain, constitue sans doute aussi un épisode de la guerre des matières premières que se livrent à travers le monde les différents impérialismes.

Cette nouvelle manœuvre de l'impérialisme russe doit être vue aussi dans le cadre plus

large des préparatifs du futur conflit mondial. En plaçant un pion stratégiquement important près du sous-continent indien, à mi-chemin entre, d'une part, l'Afrique et le Moyen-Orient, où ses adversaires occidentaux ont la suprématie et, d'autre part, l'Asie du Sud-Est où se trouve son autre rivale, la Chine, la Russie prolonge son glacis européen et se renforce en Asie centrale.

Mais les Russes ont aussi une autre raison d'intervenir en Afghanistan. Tout le Moyen-Orient est secoué par une crise sociale et politique dont l'épicentre est en Iran, mais qui a des ramifications dans les pays voisins. La crise iranienne a provoqué une instabilité dans toute la région qui va de La Mecque à Islamabad. Avec la chute du Chah, la pièce maîtresse du dispositif de maintien de l'ordre dans la région s'est effondrée. Or, comme l'ont montré les réactions à l'affaire des otages, l'hostilité à l'égard de l'impérialisme américain est telle dans tout le Moyen-Orient (et même au-delà : la révolte a grondé aussi à Alger et à Manille) que les Américains ne peuvent rétablir l'ordre par eux-mêmes sans provoquer une explosion formidable dans toute la région. Les Américains n'ont certainement pas vu d'un bon œil les Russes s'installer à Kaboul (surtout que les Russes ont joué leur carte en profitant des difficultés que connaissent les Américains) mais ils ne sont sans doute pas mécontents que les Russes s'efforcent, en essayant de mater la rébellion afghane, d'endiguer aussi la révolte sociale qui risque de déborder d'Iran vers l'est par le canal des liens religieux et ethniques qui unissent l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan (Baloutches dans les trois pays, Pachtouns en Afghanistan et au Pakistan, etc.), sans compter le fait que la contagion pourrait gagner aussi les répu-

bliques musulmanes russes d'Asie centrale. Il y a à l'est de l'Iran un risque d'éclatement similaire à celui qui existe à l'ouest du pays, en Azerbaïdjan et au Kurdistan, et qu'il faut enrayer.

Si elle illustre une fois encore l'antagonisme des deux superpuissances et denote une nouvelle aggravation de la situation de crise à l'échelle mondiale et un pas de plus vers la guerre, l'intervention en Afghanistan dévoile en même temps encore un peu plus le caractère impérialiste de l'Etat russe. L'aggravation de la situation mondiale doit nous inciter à renforcer le travail de préparation révolutionnaire du prolétariat en dénonçant à la fois la fausse croisade des « droits de l'homme » et la fausse croisade « anti-impérialiste ».

Le Proletaire n° 307

- Pas de 3ème voie franco-germanique ! La seule voie, c'est la révolution mondiale !
- Affrontements de classes ouverts en Turquie.
- Drogue lutte, morale et révolution.
- Le CCI et les bruits de guerre.
- Réunion générale du Parti : la question nationale et coloniale.
- Solidarité combattante avec les exclus de la CGT de Créteil CTA.

Premier bilan des luttes anticoloniales

(suite de la p. 14)

pas arrêtée. Le rapport a montré, chiffres à l'appui, la croissance numérique formidable du prolétariat du « Tiers-monde », entraînée par la maturation du capitalisme dans les continents « arriérés » : si en effet 50 % des ouvriers d'usine du monde étaient européens en 1917, ils ne représentent plus aujourd'hui que 25 %, tandis que le « Tiers-monde » fournit 33 % du total. L'Asie, du Japon à l'Inde, compte aujourd'hui davantage de prolétaires d'industrie que la vieille Europe (Russie exclue). De plus, cette classe ouvrière vit, comme en témoignent les luttes en Amérique Latine, mais aussi au Proche-Orient, en Inde et même en Chine. Surtout, cette classe ouvrière trouve un terrain déblayé pour sa révolution, particulièrement là où, comme en Asie, ont vu le jour de gigantesques Etats faisant converger d'immenses forces sociales vers une forteresse étatique unique. Mais le plus important est encore que le front des classes qui hier était légitime pour la lutte révolutionnaire antiféodale et anti-impérialiste perd aujourd'hui toute justification historique,

poussant la classe ouvrière à se séparer de la bourgeoisie sur le terrain de la lutte de classes, phénomène qui ne peut naturellement s'opérer complètement qu'en liaison avec le parti de classe.

Le rapport a ensuite évoqué la situation politique du prolétariat du « Tiers-monde », qui sort de la vague d'indépendance avec une forte combativité sociale exacerbée par la crise capitaliste, qui pose le problème immédiat de la constitution d'organisations immédiates indépendantes de la bourgeoisie, et de la conquête, dans la lutte contre l'Etat bourgeois, d'une liberté de mouvement politique.

Le rapport a enfin montré comment l'impossibilité pour la vague anticoloniale d'assurer le moindre début de trans-croissance en révolution prolétarienne à cause de la contre-révolution stalinienne a empêché, comme c'est la règle pour toute révolution bourgeoise, ainsi que l'ont montré Engels et Lénine, que les révolutions anticoloniales ne réalisent de façon conséquente les « conquêtes bourgeoises minimum », et ce à la honte de tous les tenants de la révolution par

étapes.

Ce phénomène a été amplement illustré en dressant un tableau des tâches bourgeoises encore à accomplir dans les domaines de la lutte contre l'oppression nationale, dans le domaine agraire ainsi que dans celui de la destruction des oppressions de caste, religieuse, etc., dans les grandes aires et sous-aires géographiques du « Tiers-monde ». Ce tableau sera présenté dans le compte rendu plus complet de ce rapport qui paraîtra dans notre revue théorique.

Le rapport s'est terminé en rappelant que si la perspective du marxisme est depuis 1848 la révolution communiste, celle-ci se prépare dans les aires de jeune capitalisme non seulement en avançant les exigences de la lutte anti-capitaliste, mais encore, à des degrés différents suivant les aires, en prenant appui sur les restes des tâches bourgeoises, dont la persistance n'est pas pour nous une raison de condamner le prolétariat à servir de claqué à la bourgeoisie, mais une raison supplémentaire d'envoyer au plus vite cette dernière dans la fosse commune de l'histoire.

C'EST LE CAPITALISME QUI ENGENDRE LA FAMINE,

C'EST LUI QU'ON DOIT ABATTRE!

S'il y a un mythe bien enraciné dans les pays du "Tiers-Monde" et que nous nous devons de combattre de toutes nos forces, c'est celui qui consiste à faire passer la misère extraordinaire dans laquelle végètent les masses prolétariées et sans terre comme le produit du "sous-développement" ou du manque de "développement" (capitaliste, bien entendu). Le résultat en est la subordination des masses pauvres au "programme de développement" de leurs "bourgeoisies nationales" respectives, bien souvent travaillant la main dans la main avec les bourgeoisies impérialistes.

Il va sans dire que la réalité que vivent quotidiennement ces masses affamées et encerclées par l'ordre impérialiste mondial va à l'encontre des schémas philistins qui rêvent d'"un nouvel ordre économique international" basé sur l'"égalité des nations", bref d'un capitalisme sans contradictions capitalistes, sans impérialisme et sans famine.

C'est ainsi que les deux "décennies de développement" proclamées en 1960 par l'ONU, non seulement se sont terminées sans pouvoir venir à bout du "fléau de la famine" mais ont vu au contraire ce phénomène prendre des dimensions extraordinaires.

En 1972, par exemple, les populations qui disposaient d'un revenu national inférieur à 180 FF, étaient estimées selon la banque mondiale à 1 210 millions. En 1975, ceux qui disposaient d'un revenu mensuel inférieur à 27 FF, étaient 770 millions. Depuis 1960, la production alimentaire par habitant a augmenté de plus de 50% dans les pays capitalistes développés. Depuis 1970, elle a augmenté de 0,2% par an pour les pays du "Tiers-Monde". Au Proche-Orient, elle a augmenté de 1,4%, en Amérique latine de 0,5%, en Extrême-Orient de 0,2% et en Afrique, elle a par contre diminué de 1,4% par an. (Libération du 30/7/79).

Les bourgeois prétendent que tout cela est dû au "manque de développement" ? La réalité est toute autre. On assiste à l'aggravation de la misère et de la famine au moment même où précisément les produits intérieurs bruts des pays du "Tiers-Monde" ont augmenté de 5 à 6% par an en moyenne. Nous entendons tous parler de la famine en Inde. Mais qu'est-ce qui explique alors que le gouvernement indien s'apprête à exporter ses céréales cette année ? Les "miséreux" meurent de faim non pas parce qu'il n'y

a rien à manger mais parce qu'ils n'ont pas de quoi acheter les denrées qu'on ira jeter à la mer s'il le faut mais qu'on ne distribuera jamais gratuitement. La loi de la valeur le veut ! Le capitalisme le veut !

La misère "noire" dans laquelle végètent des centaines de millions de paysans prolétariés est inséparable du processus de pénétration capitaliste dans ces régions. Qui dit capitalisme dit expropriation des petits cultivateurs. Les sans-terre sont ainsi estimés à 40% de la population paysanne au Costa-Rica, Jamaïque, Argentine, Colombie, Uruguay, à 50% en Algérie, Egypte. En Inde ils sont près de 75 millions... etc. Qui dit capitalisme dit aussi transformation des cultures alimentaires en cultures d'exportation pour les besoins d'une petite poignée de pays concentrant toutes les richesses (coton, cacao, café, arachide, vigne etc)

Avant la deuxième guerre impérialiste, les pays du "Tiers-Monde" exportaient du grain. Dans les années 60, ils en importaient quelques 20 millions de tonnes. En 1978, ils en ont importé 74 millions de tonnes. Alors vive le "développement" ou à bas le capitalisme ?

Et qu'on ne vienne pas nous parler de l'"aide" alimentaire occidentale qui est tout simplement revendue dans les pays du "Tiers-Monde" parmi les classes

moyennes et les fonctionnaires et constitue de la sorte une source d'enrichissement supplémentaire pour les classes dirigeantes locales quand elle ne sert pas directement à nourrir l'armée et la police.

L'"aide" alimentaire tant vantée par les bourgeois occidentaux n'est en réalité qu'une "affaire" comme les autres : les surplus inventés en Occident sont envoyés aux pays du "Tiers-Monde" et revendus par les gouvernements locaux en vue d'acheter entre autres... des armes chez ceux-là mêmes qui se présentent comme des "donateurs philanthropes" ! Un petit effort n'est en réalité fait, quand les moyens de transport locaux le permettent et que tous les parasites laissent quelque chose, que dans l'espoir de calmer une révolte sociale qui menace. Ce cynisme redoublé de la bourgeoisie mondiale est pour nous une raison supplémentaire pour en finir avec le capitalisme !

Cela est devenu aujourd'hui d'autant plus urgent que l'interdépendance économique entre les nations et la socialisation internationale de la production permettent d'envisager matériellement le plan unique mondial que l'Internationale de Lénine, avant d'être dénaturée puis détruite par la contre-révolution stalinienne, s'était proposée d'instaurer

L'Iran à la recherche de la « non-contradiction »

"A la dialectique des contradictions développée par Marx, j'ai substitué une dialectique de la non-contradiction dans laquelle la religion tient un rôle essentiel" (Le Matin du 28/1/80). C'est dans cette affirmation que réside le programme de Bani Sadr, que le raz-de-marée électoral vient de porter à la présidence en Iran.

"Non-contradiction" avec l'impérialisme américain, assurément. Si Bani Sadr est le champion de la discussion ardue sur le terrain des intérêts économiques avec l'Amérique, il est connu pour s'être opposé aux étudiants qui ont pris en otage les Américains de l'ambassade; il est disposé à appuyer la révolte afghane par des moyens militaires et n'a pas condamné l'aide américaine en armement pour écraser les Kurdes. Aussi n'est-il pas étonnant que la première initiative américaine soit de lever une partie des sanctions économiques contre l'Iran.

Mais la "non-contradiction", c'est évidemment avant tout celle entre les classes sociales. Bani Sadr a tout de suite affirmé qu'il laisserait les armes à la population. Il ne peut désarmer tout de suite tout le monde : aussi est-il nécessaire de canaliser les ardeurs vers la haine de la Russie, - cette fois la "non-contradiction" n'est pas de mise! - ce qui permet en même temps de mener campagne contre le communisme, hypocritement assimilé à l'impérialisme russe. Et là, la religion est un drapeau utile.

La religion tient même "un rôle essentiel" pour paralyser la lutte prolétarienne et retarder l'affrontement ouvert des classes. Mais là aussi les faits ont travaillé : l'étalage de l'Islam et des mollahs a été trop voyant pour ne pas entamer dans une certaine mesure l'efficacité de la religion, notamment le parti républicain islamique qui s'est opposé à tout effort d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Aussi faut-il que la hiérarchie religieuse se fasse plus discrète, de même que le parti républicain. Ils seront encore plus utiles, assurément, mais, "il faut rénover la religion, sinon la révolution échouera" assure Bani Sadr.

Gageons que même l'Islam rénové ne pourra à la longue empêcher que les puissantes contradictions sociales qui secouent la société capitaliste ne viennent à bout de cette soi-disant "dialectique de la non-contradiction" qu'en toute modeste philosophie, Bani Sadr a découverte : éternelle bourgeoisie.

L'extrême-gauche «anti-sioniste» et la question palestinienne

L'oppression nationale et coloniale qui s'exerce sur les masses palestiniennes demeure au Proche-Orient la question-clé sur laquelle se démarquent les différentes forces politiques. De ce point de vue, aucune ne peut esquiver l'attitude à prendre vis-à-vis du sionisme et de l'Etat d'Israël.

Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la défense du marxisme révolutionnaire va de pair avec la lutte ferme et intransigeante contre tous les courants qui, sous couvert d'internationalisme, tournent le dos aux principes élémentaires qui fondent la position des communistes véritables dans la question nationale et coloniale.

Ce n'est pas pour la première fois dans l'histoire que le marxisme doit affronter des manifestations social-impérialistes qui n'osent pas dire leur nom. Il faut rappeler que chacun à son tour, la social-démocratie puis le stalinisme ont vaient condamné la lutte des peuples coloniaux sous le prétexte que cette lutte ne dépassait pas le cadre nationaliste et que par conséquent elle entraverait selon eux l'unification internationale de la classe ouvrière et la lutte de classe prolétarienne.

C'est ainsi que nous pouvons lire dans un rapport du congrès inter-fédéral de la fédération algérienne du P.C.F. dont les accents sociaux-démocrates n'échappent à personne, ce qui suit : "Les militants communistes en Algérie s'attacheront à faire pénétrer l'idée syndicaliste chez les ouvriers indigènes et s'efforceront de lutter contre les conflits de races, en démontrant que seul importe le Front international du prolétariat opprimé contre le front international du capitalisme oppresseur."

Il est indéniable que la lutte conséquente contre l'oppression raciale et coloniale n'est possible qu'en éduquant le prolétariat de ses intérêts de classe propres, de ses buts propres distincts de ceux des classes bourgeoises, qui sont toujours prêtes, à des degrés divers au compromis avec l'impérialisme.

Mais seul peut affirmer cela un parti qui lutte effectivement contre l'oppression raciale nationale et n'oppose pas chez les prolétaires opprimés "conflits de races" et "conflits de classes". Ceci parce que la suppression de l'oppression raciale-nationale est en effet précisément la condition du développement en grand et sans entraves de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat.

Maintenant quand cette opposition est effectuée par un parti qui, comme le P.C.F. en Algérie ou le P.C.P. en Palestine, n'a mené dans les rangs du prolétariat du pays oppresseur aucune lutte sérieuse contre le privilège national, racial, politique ou religieux, bref contre l'oppression coloniale-impérialiste, il ne peut s'agir que d'une phrase vide de tout contenu social révolutionnaire, mais pleine en revanche de contenu social-impérialiste, de mépris aristocratique et d'esprit de supériorité raciale pour la lutte des masses opprimées contre la domination à laquelle ces partis ont dans les faits lié leur sort.

Une telle opposition est donc une prostitution du véritable internationalisme révolutionnaire. En effet, alors que ce dernier doit être le drapeau de la lutte à mort contre l'oppression coloniale, raciale-nationale pour unir les rangs internationaux du prolétariat, il est utilisé pour justifier la défense des privilèges coloniaux pour les uns, la soumission à cette oppression pour les autres, bref la perpétuation de la division des rangs prolétariens et, en fin de compte, l'esclavage pour tous.

La soi-disant gauche "anti-sioniste" ne fait, comme on peut le voir, que reprendre derrière sa phraséologie "ultra-classiste" les arguments éculés et écoeurants du social impérialisme, c'est-à-dire du socialisme en paroles et de l'impérialisme dans les faits.

C'est exactement la même position que fait sienne l'"alliance communiste révolutionnaire" israélienne qui refuse de souscrire à la lutte pour la destruction de l'Etat d'Israël au nom de ce principe "multi-national" qui sera concrétisé, par l'installation d'un mini-Etat palestinien à côté d'Israël.

L'A.C.R. prétend oeuvrer dans le sens de la rupture des masses laborieuses juives avec l'établissement sioniste sans pour autant toucher à la base matérielle qui fonde la "solidarité juive" en Israël, à savoir l'oppression nationale et raciale des populations arabes. Au contraire, l'A.C.R. pose comme une des conditions devant favoriser la fameuse rupture des masses juives avec l'Etat d'Israël, "l'émergence d'une alternative internationaliste au sein de la résistance palestinienne et du mouvement révolutionnaire arabe". (1)

L'argument sur lequel se fonde l'A.C.R. pour justifier son appui à la solution capitularde, sur laquelle devrait déboucher le règlement en cours sous la houlette de l'impérialisme américain, est écoeurant : "pour ce qui est du peuple palestinien qui a été détaché de sa base productrice (la terre) sans pour autant avoir été intégré dans une structure capitaliste, le phénomène dominant n'est pas la prolétarianisation mais la "lumpénisation". Cette situation n'encourage pas l'esprit internationaliste..." (Idem).

Au nom de ce qu'ils appellent l'esprit internationaliste, ces gens-là s'inquiètent : décidément, des populations non "intégrées dans une structure capitaliste" sont capables de tout... C'est donc en toute logique que l'A.C.R. condamne les attentats des Palestiniens en Israël sous le prétexte que "leur caractère non sélectif se merveilleusement le langage de cerveau sioniste" !

La vérité, c'est que l'A.C.R. ne fait que dissimuler derrière sa phrase "internationaliste" son aplatissement complet devant l'état d'esprit réactionnaire des couches des travailleurs et des petits bourgeois juifs dont le maintien des privilèges est indissolublement lié à la survie de l'Etat sioniste. Ce que l'A.C.R. entend par "esprit internationaliste" est donc précisément ce que tout internationaliste véritable doit combattre pour réaliser l'union internationale de la classe ouvrière : la défense du privilège national et colonial. Il s'agit bien là encore d'une morale coloniale que l'opprimé montre son aptitude à découvrir les intérêts communs qu'il a avec l'opresseur et ce dernier pourra alors condescendre à considérer sa lutte...

D'ailleurs, l'A.C.R. est obligée de reconnaître cela pour peu qu'elle parle du socialisme même de son point de vue ultra-démocratique : "Le droit du peuple israélien à l'autodétermination jusqu'à la séparation ne fait pas partie du programme de la révolution socialiste triomphante dans la région mais est une concession "petite bourgeoise" de la part des révolutionnaires dans les conditions qui prévalent dans la région..." (Idem) !

(suite p.18)

(1) Cité dans KHAMISIN n° 1 - 1975

Vient d'être réédité

DÉFENSE DE LA CONTINUITÉ DU PROGRAMME COMMUNISTE

Ce volume de 224 pages constitue un recueil des thèses fondamentales de notre courant publiées de 1920 à nos jours, précédées d'amples introductions les situant dans leur contexte historique.

Sommaire :

- Thèses de la fraction communiste abstentionniste du Parti Socialiste Italien (mai 1920).
- Thèses sur la tactique du Parti Communiste d'Italie (Thèses de Rome, 1922).
- La tactique de l'Internationale Communiste. Projet de thèses présenté par le P.C. d'Italie au IV^e Congrès mondial (Moscou 1922).
- Projet de thèses présenté par la Gauche au III^e Congrès du P.C. d'Italie (Lyon, 1926).
- Nature, fonction et tactique du parti révolutionnaire de la classe ouvrière (1945).
- Thèses caractéristiques du parti (1951).
- Considérations sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable (1965).
- Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui constituent depuis plus d'un demi-siècle le patrimoine historique de la gauche communiste (1965).
- Thèses supplémentaires sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial (1966).

Un volume de 224 pages - Prix : 30 F

LA QUESTION PALESTINIENNE

(suite de la p.17)

Le MATZPEN, qui constitue la seconde organisation d'extrême gauche en Israël, rejoint pratiquement les positions de l'A.C.R. Le MATZPEN soutient la solution capitularde au terme de laquelle serait institué un mini-Etat palestinien dans les territoires qu'Israël aura à évacuer

Tout comme dans le cas de l'A.C.R., la pierre angulaire de l'"internationalisme" du Matzpen consiste à combattre le nationalisme... des autres, en l'occurrence celui des opprimés! "La lutte révolutionnaire palestinienne doit, selon le Matzpen, tendre vers le renforcement de la solidarité avec ceux qui sont exploités en Israël. Simultanément avec la lutte contre le sionisme, il faut présenter devant le peuple israélien juif l'alternative d'une vie en commun dans le respect mutuel de tous les droits nationaux et démocratiques, y compris le droit à l'autodétermination". (2). On a du mal à croire qu'il s'agit là d'une organisation s'adressant aux travailleurs d'un pays oppresseur!

Pour sa part, la "Ligue des ouvriers communistes palestiniens" qui entretient des relations cordiales avec l'A.C.R., se prononce pour un règlement débouchant sur une partition de la Palestine. Or, qui dit partition dit concrètement que l'Etat d'Israël restera sur place et cela n'a pas l'air d'embarasser la ligue car elle veut avant tout dépasser le "nationalisme arabe". Qu'un tel dépassement soit fait en niant la question bien réelle de l'oppression nationale et coloniale sur laquelle est indiscutablement fondé l'Etat d'Israël, cela également n'a pas l'air de la gêner. "Les masses arabes et surtout palestiniennes doivent dépasser la phase de lutte nationale ou nationaliste, afin de libérer l'immense potentiel des peuples arabes et pour amorcer la rupture entre les masses israéliennes juives et l'établissement sioniste". (3)

Remarquons au passage que la "ligue des ouvriers communistes palestiniens" n'est pas seule à avoir de telles positions. C'est ainsi que pour les "socialistes révolutionnaires du

proche-Orient" regroupés autour de la revue *Khamsin*, la "reconquête de la Palestine tout entière (...) serait une "solution" nationaliste qui devrait être imposée au peuple israélien tout entier - pas seulement à l'establishment sioniste - et qui est déjà de ce point de vue à la fois condamnable et surtout irréalisable dans un espace de temps historique concevable" ! (Idem)

Comme on peut le voir, le dénominateur commun à toutes les positions des différentes composantes de l'extrême-gauche soi-disant "anti-sioniste" consiste dans la condamnation similaire du nationalisme du pays oppresseur et de la nation opprimée.

Pour nous, marxistes révolutionnaires, mettre dans le même sac le sionisme et le "nationalisme arabe" revient à faire le jeu du nationalisme dominant c'est-à-dire ici du sionisme et de l'impérialisme.

" Dans tout nationalisme bourgeois d'une nation opprimée il existe un contenu démocratique général dirigé contre l'oppression; et c'est ce contenu que nous appuyons sans restrictions, tout en le séparant rigoureusement de la tendance à l'exclusivisme national, ..." (4).

- (2) Prise de position du MATZPEN datant de décembre 1974 dans un document paru sous le titre "Aujourd'hui, à l'heure de la question palestinienne" (cité par KHAMSIN n°1).
 (3) Cité dans KHAMSIN n°1.
 (4) LENINE, *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes*. Ed. Sociales, Paris 1973, p.34.

(Dans notre prochain numéro, nous aborderons la position de la IV^e Internationale vis-à-vis de la question palestinienne).

Prises de position sur l'Afghanistan

L'intervention militaire de l'Union Soviétique en Afghanistan constitue un formidable test pour les forces politiques qui se réclament de la "révolution" et du "socialisme".

L'intervention russe a montré même aux moins avertis que les visées impérialistes tant économiques que stratégiques de Moscou n'ont rien à envier à celles des impérialismes occidentaux.

Qu'importe ! Pour les néo-staliniens du PAGS, l'intervention russe représente une "aide à une révolution en danger" ! (déclaration du 3/1/80). Pour sa part, le chef du département politique du CE de l'OLP, Farouk Kaddoumi, a déclaré que "l'URSS a apporté une aide désintéressée à l'Afghanistan dans sa lutte contre la réaction et pour son indépendance" ! (l'Humanité du 14/1/80).

Après avoir exprimé sa réprobation de l'intervention militaire russe en Afghanistan au nom de la "paix mondiale", (c'est-à-dire le statu quo impérialiste qui étouffe les masses opprimées à travers le monde !) les "sociaux-démocrates" marocains ont déclaré que "l'USFP tient aussi, à cette occasion, à attirer l'attention des mouvements authentiques de libération dans le monde arabe ou musulman que l'URSS reste le principal soutien de lutte (sic) en particulier contre l'expansionnisme sioniste et pour le triomphe de la cause sa crée du peuple palestinien" (communiqué du BP de l'USFP du 7/1/80). Qu'importe si l'URSS avait contribué à chasser de ses terres le peuple palestinien en 1948 puisque Staline avait à l'époque soutenu l'implantation de l'Etat d'Israël !

Quant aux trotskystes qui ont fait depuis longtemps de la "défense inconditionnelle de l'URSS" un principe indérogeable, ils se félicitent d'avoir rejeté "toute attitude de neutralité" ! En effet, le Secrétariat Unifié (SU) de la IV^e Internationale vient de déclarer ouvertement : "dans la mesure où l'armée soviétique se trouve, de fait, opposée aux ennemis des intérêts des masses paysannes et ouvrières", (on voit bien comment les trotskystes ne font que reprendre les arguments mensongers des staliniens) les trotskystes "sont favorables à ce qu'elle leur inflige une défaite" (déclaration du 26/1/80).

Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les trotskystes refusent de mener campagne pour le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan : "Le retrait des troupes sovié-

tiques n'assurerait en rien la liberté pour les nationalités afghanes de choisir leur destin" ! (idem). Du front unique avec l'URSS, pour la "défense" des peuples en lutte contre l'impérialisme, les trotskystes sont ainsi passés au front de fait avec l'URSS, pour une intervention coloniale... malgré tous les appels à la "révolution anti-bureaucratique".

La position des maoïstes s'oppose apparemment à celle des néo-staliniens et des trotskystes. En fait, toutes ces positions convergent dans une même oeuvre anti-prolétarienne. Les maoïstes pro-chinois prennent ouvertement position pour le bloc occidental contre l'URSS. En France, le PCML (en cours de fusion avec le PCRml) "se déclare prêt à agir à côté de toutes les forces décidées à s'opposer aux préparatifs de guerre de l'URSS" ! (Humanité Rouge du 9-23/1/80).

Les maoïstes pro-albanais tunisiens se risquent à rappeler "les tendances clairement réactionnaires des plus importants détachements religieux qui constituent la résistance en Afghanistan" ainsi que les liens entretenus par cette résistance "avec l'impérialisme occidental et ses agents dans la région". Cela ne les empêche pas de déclarer "aujourd'hui en Afghanistan, l'occupation soviétique constitue l'obstacle essentiel qui entrave le développement libre de la société. Cette réalité assigne aux révolutionnaires et aux progressistes dans le monde la tâche de soutenir tous ceux qui résistent à cette agression" ! (El amel Tounsi, février-mars 80).

Malgré leur "radicalisme" verbal les maoïstes peuvent donc aller jusqu'à s'allier même avec les américains contre leur "ennemi principal", à savoir l'URSS.

Le dénominateur commun à toutes ces forces politiques saute aux yeux : le prolétariat n'a pas de position indépendante. Dans un cas comme un autre, il doit être à la remorque d'un bloc impérialiste contre le bloc opposé.

Quant à nous, nous appelons à lutter avec les masses, par la lutte des masses, contre les deux côtés du front, non pour la paix qui signifie tant que dure le capitalisme l'escalade et la stabilité de l'Ordre impérialiste, mais pour la révolution communiste internationale. En dehors de la position indépendante de classe qui combat en même temps tous les impérialismes, comme "Le pire", il n'y a que capitulation.

احداث منطقة الخليج : اذار لنا ولهم !

بغية ص 24

أرضية صراع حياه أو موت فيما بينها . والذي يفرق التناقضات الموضوعية فيما بينها في مستنقع الوفاق الوطني والاجماع الديني ، ومحيذا لسخط الجماهير المترامك نحو هدف شكلي متمثل بالأشخاص (الشاه ، كارتير) والمحولين الى صورة مجسده للشيطان ، ومحيذا للغيض الغامض لدى الجماهير الواسعة في المدن والأرياف ضد البرجوازية نحو عدا "أمريكا يخلط ما بين الطبقات . داعيا الجماهير في ايران لاقرار دستور يمنع بشيذه الله وسركاته الاضراب ، وعلى كل تنظيم نقابي عمالي . ومدفع هذه الجماهير (طالما أن العدو رقم واحد ، الولايات المتحدة بعيد للغاية) ضد الأقليات المضطهده أكراداً وأذربيجانيين . ومحولاً ما كان ولا يزال في جذوره الماديه نضالاً اجتماعياً وسياسياً ، الى حرب مقدسه "أخلاقية" . ومساهما بشكل غير مباشر في الولايات المتحدة نفسها باعادة الوحدة الوطنية المهلهله ، وبالتالي ارادة الهيمنة والعدوان ، لا بما بذلك لا ضد ، بل لصالح "العدو الامبريالي" عبر تناقض ظاهري (ولكن ما أكثر التناقضات التي عدنا عليها التاريخ من هذا الطراز) فان "الثورة الاسلاميه" والامبرياليه الغربيه يتجهان في الحقيقة نحو السير المتقارب تجاه ضرورة مشتركة : ضرورة حماية الجماهير المضطهده من خطر الشيطان ، الذي يحرض كل من الخميني وكارتير بغية طرد شبحه على اللجوء الى كل الشعذات والطلاسم للتكبير عن الذنوب . انه شيطان الواسوس الثوري . ومن المحتمل أن تجد الأزمه ، ان عاجلاً أو آجلاً ، حلها على هذه الأرضيه ، لا على المستوى الشكلي في منعرجات التحركات الدبلوماسيه بل في واقع موازين القوى الملحمه . والفعل ، فمن ذا الذي سيستطيع السيطرة على الجماهير الهائجه لو لم يكن هنالك آيات الله ؟ (والذين يتلقمهم مع الآخرين "شيوعيين" حزب توده) . ومن جهه أخرى ، فلو لم يكن هنالك هذا العدو السهل ، الشيطان الامريكى ، فمن ذا الذي سيحافظ على النفوذ الاجتماعي الذي لا يبدل له لهذا الامام المعجوز ؟ .

ان بروليتاريا البلدان المتقدمه ، مثلها مثل بروليتاريا البلدان ذات الرأسماليه الغنيه ، مدفوعه احدهما والأخرى في أزمة يتم منذ اليوم الأعداد لخاتمتها الدمويه ، لن تستطيع أن تعكس المسار المتضارع الذي يقود نحو الكارثة سوى بوقوفها على رأس الجماهير الفلاحيه والدينيه المسحوقه المنتفضه وشن الهجوم معها ضد فلاح (التي أصبحت أقل مناعة أكثر فأكثر) الطبقة المهيمنه المالديه : البرجوازية أيا كان عرقها ، لون بشرتها تقاليدتها التاريخيه أو طائفتها الدينيه . لهذا فان عليها التخلص من هذا العبأ الذي يشل حركتها ، والمتمثل بالأيديولوجيات السالفه ، الخالطه للطبقات ، الشوليفنيه ، التي تحترم بخنوع النظام القائم على الأرض باسم نظام مزعم أعلى يحكم في السموات ، والتي سواها حملت هذه الأيديولوجيات راية الديموقراطية العلمانيه أو راية الحكم الالهى المتسلط أو العكس . في سبقتها الجهنمي تراكم الرأسماليه طاقه تعجير هائله ، والتي ان تركت لذاتها لا يمكن الا أن تقود الجماهير الكادحه الى المجزرة العالميه رقم ... على هذه الجماهير على العكس من ذلك أن تستمد من هذه الطاقه القوة اللازمه لاعاد الحرب الطبقيه ضد رأس المال .

ما يتميز به حزينا

المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركن الى لينين ، والى تأسيس الاممية الشيوعيه ، والحزب الشيوعي لايطالها (ليفورن 1921)

نضال ليسا الشيوعي ضد انحطاط الاممية ضد نظريه الاشتراكية في بلد واحد " و ضد الثورة المضادة الستالينية ، رفض الجبهات الشعبيه وكتل المقاومه المهبطه الصعبه المائله في ترميم المنهج والتنظيم الثوريين ، كل ذلك بالارتباط مع الطبقة العامله و ضد السياسة الشخصيه والانتخابيه .

قلبيه والبؤس الشنيع في قطبه الآخر . انه التتابع السريع للتحويلات البرجوازية المنجزه " من فوق " أو المستورده " من الخارج " قبل أن يتسبب الزمن الكافي لبرجوازية وطنية بأن يشتد ساعدها أو حتى بأن تولد في حين تنشأ بروليتاريا قوية عدداً ومحاطه اضافة الى ذلك بشرائح هائلة من تحت-بروليتاريين الذين ينتظرون لحظة النهوض ، والذين يشكلون فريسةً للباس والجوع . فلو نظرنا ولو قليلاً تحت سطحيات الأمور ، فاننا سنجد بأننا لا نشهد هنا واحداً من العديد من النزاعات الداخليه للمجتمع البرجوازي ، واحداً من آلاف نزاعات المصالح التي تنشأ بشكل عادي في داخله بين المتنافسين والشركات والدول . ان ما يجري في الواقع هو عملية اختمار اجتماعي هائل ، والتي لا يصعب على الماركسيين توقع وتقييم الأهمية الفعلية لآثاره طالما يدركون بواعثه . هذا حتى وان كان مؤكداً بأن هذا الاختمار الاجتماعي لا يستطيع الانتقال الى عملية ترسب تحبدها ، للصوف الطبقيه ، وحتى وان كان لا يستطيع أن يجد مخرجاً في توجه سياسي وبرنامجي واضح ، والذي يستطيع أن تدممه يد وحدها البروليتاريا الفاعله كعامل مستقل - أى كطبقة لذاتها وليس لرأس المال .

الا أن هذه الآثار مفقده للانتظام وهدهمه للرأسمالية العالمية ، مثلما كل البلدان المتطورة صناعيا بصدد تجريبه على درجات متفاوتة : فلأنها تزيد من حدة أزمة الطاقة الباعثة للقلق من قبل ، ولأنها تؤثر على الاستقرار المتأرجح سلفاً للدولار وعلى هيئة الولايات المتحدة الأمريكية العسكرية - والدبلوماسيه المهزوزة سلفاً ، موهديه الى تفاعلات متسلسلة في العالم كله . ان الوحي الغامض لهذه الطاقات الهدامة ، وتأثيراتها المحتمله على الوضع الاجتماعي المشحون سلفاً في جميع البلدان ، هو الذي يملأ رجا السياسيين والصحفيين ، زعماء الدول ، دعاة الثقافة العلمانيه ، رجال الصناعة وكتاب البورصات .

أما نحن ، فاننا وانقون من أن المسار الذي لا رجعة فيه لهذه الأحداث لن يفوته إحداث انقلابات اقتصادية واجتماعية وأزمات سياسية فسي جميع بلدان العالم الرأسمالي ، في الغرب خصوصاً ، ولكن أيضاً في الشرق فاضاً من جديد ، بالحاج دارماتيكي ، وثقني البديل : " اما ثورة بروليتاريه والأحزاب امبرياليه جديدة " . اننا وانقون تماماً بأن كل ضربة توجهه الى عاود الامبرياليه المركزى سوف يكون لها صداها على كل سلسلة العلاقات الانتاجيه والاجتماعيه العالميه . ولهذا فاننا نتابع أزمة "الشرق الأوسط" بحذر ولكن أيضاً بأمل . ان هذه الأحداث تشكل جزءاً لا يتجزأ ، بشكل لا علاقة لها بشأن " الأفكار " و " المعتقدات " الدينيه المعتمعه فسي رؤوس الصناعيين الشككيين لها ، من نشاط التفويض الدؤوب الصامت والخصب ، والذي يحفر السرايب تحت الارضية التي تتركز عليها أقدام النظام الرأسمالي ، دونما كل ولا ملل .

الا أننا ان نحبي القوة الهدامة موضوعياً لـ "الثورة الاسلاميه" ، فاننا نعرف أيضاً روية وجهها الآخر وفهم أن هذه "الثورة" التي يرى التخيل السياسي البرجوازي فيها الذنب الكبير ، تلعب في الواقع ، ولأسباب تاريخية وضحناها مراراً ، دور عامل تهدئه ذاتي للحركة الاجتماعية في عالم ينخره مع هذا فقدان التوازن .

والفعل ففي غياب قطب بلورة ، الا وهو الحزب الطبقي العالمي الواحد والذي دمره بنفس المقدار الثورة المضادة الستالينية وانتصار الديموقراطيات في الحرب العالمية الثانية ، فان طاقة التهديم للجماهير المسحوقه وللبروليتاريا الايرانية ، المدفوعه غريزياً نحو الانتفاض ، قد وجدت من يقينها في ديسن مهين منذ خمسة عشر قرناً ، بأبيائه وشيوخه وأوقافه . وهذا الدين وملحقاته لا يمكن ولن يمكن سوى أن يقودها باتجاه معاكس لتوجهها العفوي وموحدا للقوى الطبقيه التي تفرض اقترانها ، قوة الحتميات الماديه ، لتصفها على

اطلبوا هذه المطبوعة عند مقر جريدتنا

إضراب عمال التنظيف بالميترو دروس و استنتاجات

المعنى الحقيقي للغزو الروسي لافغانستان

لماذا الغزو الروسي لافغانستان اذا ؟

هناك في البداية الاتجاه التاريخي للامبراطورية الروسية في التوسع نحو المياه الدافئة . سياسة اتبعتها الستالينية ايضا : فروسيا كوتها احدى قضبي القوة العملاقة اليوم ولا يسعها ان تكفي بمضيق الدردنيل ، انما هذا الاندفاع نحو المحيط الهندي الذي يشكل منطقة حية لتكوين الامبراطوريات الغربية واليابان وربط بحر مضيق هرمز حقول النفط الحربية بالآلة الاقتصادية للبلدان الرأسمالية المتقدمة . هذا الاندفاع يصطدم اليوم بالامبراطورية الغربية برمتها ، بالاميركية ، ولكن ايضا البريطانية ، الفرنسية وحتى الصين ، ولا يفوتنا ان روسيا اليوم موجودة في عدن واثيوبيا ، مما يتيح لها ممر بين البحر الاحمر ، قناة السويس والمحيط الهندي ، فأفغانستان تحتل اليوم بالنسبة للروس موقعا استراتيجيا مزدهرا فهي تقربهم من المياه الدافئة من جهة وتتيح لهم من جهة اخرى الاقتراب من منابع تزود الغرب بالبترول ، الا انها في نفس الوقت تضعهم على مفترق طرق بين افريقيا والشرق الاوسط ، حيث تعدد ازمة اجتماعية حادة من مكة الى اسلام اباد ، مركزها ايران .

الا انه ما ان بدأ السير نحو الحرب يتسارع حتى بدأت البرجوازية تتلطف كسبل الاحداث ، لتضعها في خدمة الإعداد الايديولوجي للحرب ، حتى وقيل ان نصل الى نزاع شامل . وتأتي الحملة التي تشنها البرجوازية الغربية على روسيا ، ضمن اطار البحث عن كبش المحرق في وقت ترتفع فيه اسعار المواد الاولية والبترول بشكل جنوني وفي وقت وصل التضخم في الشرق كما في الغرب ، حداثا يلتهم القوة الشرائية لدى الجماهير العمالية ، فحينما تبلغ الازمة حدا يهدد بالتهوى الاقتصادي للعالم بأسره ، أما يغلو من الاسهل الغاء العيب على الخصم المنافس منه وضع الاصبع في الجرح وادانة النظام الرأسمالي نفسه ؟ . فما الهدف من هذه الحملة المسعورة سوى ارباب الطبقة الداملة ودعوتها لتقديم مزيد من التضحيات امام خطر الحرب .

اما نحن فلا يسعنا ازا ؟ تدور الوضع الدولي إلا ان نبرز قوانا لتحضير الثورة البروليتارية ، وان تدعو الطبقة العاملة لرفض كل انواع التضحيات في سبيل الاقتصاد الوطني ورفض الوحدة الوضعية والسير نحو الثورة الشيوعية والالتفاف حول اتمس الحزب الثوري .

ضرورة نقل النضال الى ارضية طبقية (بقية ص. 21)

الديمقراطية البرجوازية الصغيره لا يمكن لها الا وأن تقود في نهاية المطاف الى المعامله الطبقيه مع البرجوازيه "الوطنيه" هو بالتأكيد مشال جمعية المغاربه في فرنسا (A. M. F.) . وهي جمعيه ذات تواجد في أوساط العمال المهاجرين تقف وللأسف على رأس الداعين الى اخضاع المصالح الخاصه للطبقه العامله الى متطلبات الوحده الوطنيه التي تحاول جميع البرجوازيات أن تخفي خلفها الطابع الطبقي للاستغلال في المجتمع الرأسمالي . ان المبادئ القوميه والديموقراطيه التي تسترشد بها جمعيه المغاربه في فرنسا (A. M. F.) تمكس نفسها بالطبع على برنامج نشاطها والقائم على "التأكيد على الشخصيه الثقافيه للعمال المغاربه في فرنسا" . ان هذه الجمعيه تعمل أيضا من أجل "ربط نضال العمال المهاجرين المغاربه بنضال جماهير الشعب المغربي" (مقابلته مع أحد مسؤولي الجمعيه فسي جريدة 23 مارس ، عدد 53 - 54 - ماي - جوان 1978) .

وما أن الجمعيه تريد أن تبرهن بأن "المصلحه الوطنيه" هي بالتحديد مصلحه البرجوازيه ، فانها تذهب في موقفها الى حد تغليه جرائم الرأسماليين الوطنيين والحكم الملكي وذلك بدعهم ما يزعمون بأنه "حقوق الشعب المغربي في اتمام وحدته الترابيه في نضاله لتحرير الصحراء المغربيه" (نفس المصدر) . أليس دعم حرب اللاحق والقرصنه التي يخوضها العرش المغربي ضد الشعب الصحراوي هو اعطاء ضمانه عاليه لمعلية تفرقة لبروليتاريا المغرب العربي لا نظير لها ؟؟ .

هذا ما تقود اليه التصورات والمفاهيم الضيقه التي تأخذ على عاتقها كل الأحكام المسبقه الضاره بالديموقراطيه والقوميه . إلا أن قوة العمال في نضالهم ضد رأس المال تكمن في اتحادهم فوق كل العقبات التي تضعها البرجوازيه وكلابها اليوم . وفي الوقت الذي أصبحت معه ضرورة الرد الجماعي الطبقي أكثر فأكثر حينئذ فانه لزام علينا أن ندين بشده كل العوائق التي تقف في وجه تكوين جبهة بروليتاريه موحده ضد كل البرجوازيات ، وفوق كل العقبات القوميه .

لقد اسفر التدخل العسكري الروسي في افغانستان عن الوجه الحقيقي للبرجوازية الروسية وعن طبيعة نظامها الضيق . فاذا ببلد السلم والاشتراكية بلد الصداقه والتآخي بين الشعوب (كما يحلو للشيويعيين العرب بكل نسخاتهم الموسكوفيه تسميتهم) يسير على هدى كل الامبراطوريات في اعتمادهم على علاقات القوى وفي استخدامهم آلة الحرب ، كلما عصفت بنظامهم القائم على التناقضات ازمات حادة .

ولا يسعنا قبل ان نخوض في عمق التحليل الا ان نندد بكل الابواق البرجوازيه الغربيه ، التي تنتهز اليوم مسأله الغزو الروسي لافغانستان ، كيما تنطلق بحملته اعلاميه ، تستخدمت فيها كل ما صاب لها من تعابير رنانة وكل ما شاء لها من جليسه وضوضاء ، وليس هدفها من ذلك سوى تسمير عوراتها والقائه التهم على الآخرين . فتاريخ هذه الامبراطوريات حافل بالقرصنه من اميركا اللاتينية الى افريقيا ومن الشرق الأقصى حتى الشرق الاوسط منذ كرم بالمناسبات واقعة راهنه ، هي تسمير الامبراطوريه الفرنسيه عن مساعدتها ، وابداه استخدامها للتدخل العسكري في تونس ، اثر احداث قصه . تدعو القاري ، هنا الى تقليد صفحات جرائد الامس القريب لكي يدرك مدى عهس هذه البرجوازيات ووقاحتها .

غير ان روسيا هذه المرة بخلاف اجتياحها العسكري لهنگاريا 1956 ، او تشيكوسلوفاكيا 1968 لم تقم بقرصنتها تحت راية الدفاع عن الاشتراكية اود يكتاتورية البروليتاريا ، بل طلعت علينا بنسخة التضامن مع الشعوب في نداءها ضد الرجعية من اجل التقدم الديموقراطي والاجتماعي : فاذا بها تستعين في تبرير مواقفها بتراث كل اسلافها من القراصنة الامبراليين ، واذا بالطابع المتخلف لافغانستان يغدو عبرا لأن يتسلم فيه بلد أكثر تقدما ، زمام الامور ومقاليد السلطنة في الادارة والشرطه الا يقع في عمق هذه الحجج وبصورة غاية في الوضوح ، الجوهر الدائم للنظريه الكولونياليه ؟ . اما بتسلسل الامبراطوريه الفرنسيه سيطرتها على الوضع في "بنغي" ، بأسم حقوق الانسان ؟ .

بعد ، فأن الامبراطوريه الروسيه على غرار مثيلاتها ، تتخذ من قوانين ونود منظمة الامم المتحده ذريعة لها ، وفتتعالى أصوات البرجوازيات ، كل ينادي على بضاعتها ويحملها بنفس المبادئ البرجوازيه لذمه المنظمه التي قال عنها لينين ، منذ أول غيبتها ، بأنها مأوى لقطاع الطرق الامبراليين .

فدائمي خلق ايران (بقية)

البرنامج الوطني هذا الطابع السلبي ليغدو برنامج تطور وطني انتحاجي وثقافي يومي به ذلك للسقوط في برنامج برجوازي خالص ، لا تتسواوي البروليتاريا عن محاربه بهدف جعل الانتاج وحتى الحياه الثقافيه تتجاوز اطار الدوله القوميه الى اطار عالمي يشكل القاعده الماديه للشيويعيه .

ثالثا : يميز برنامج الحد الأدنى الديموقراطيه بنشأة مثال يجب احتذاه . فهو لا يلحق هذا المطلب بمسأله تدوير آلة الدوله القديمه التي يخيل للفاشييين أن بوسعهم اصلاحها (حتى وان لم يستخدموا طبعها هذا التعبير) عبر توفير حريات شكلية في الادارة والجيش .

الملاحظات :

- (1) - ان الاستشهادات الواردة في المقال هي مقتطفات من كراس أصدره فدائمي خلق ايران باللغة الفرنسيه تحت عنوان بضعة وجهات نظر حول المشاكل الحاليه للثورة الايرانيه وذلك بتاريخ (1 - 5 - 79) يحتوي بالتحديد على نبرعنوان جزء من برنامج الحد الأدنى لفدائمي خلق ايران بصدد مسؤوليات الحكومه الثوريه الموقفة ، موقع بتاريخ (14 - 2 - 79) .
- (2) - انظر في هذا الشأن مقالنا من أجل الثورة ينبغي وجود الحزب الذي صدر في الامسي عدد 3
- (3) - مقابلة مع جريدة الشعب بتاريخ 22 - 3 - 79 .
- (4) - كار (الشغل) عدد (1) . هذا المنشور صدر في انجلترا وتوجه به الفدائيون الى العمال .
- (5) - في هذا الصدد (مسأله الاقليات) انظر مقالنا البروليتاريا والمساله الكرديه الذي صدر باللغة العربيه في الامسي العدد السادس .
- (6) انظر مقالنا : في ايران تتعمق الهوة بين البرجوازيه والبروليتاريا البروليتار عدد (291) و (292) .

تصحيح ورد في الامسي عدد 7 خطئين : فقد سقطت سهوا كلمة لا ص. 23 الفقرة الثالثه من العاود الثاني السطر الثالث بين كلمتي انما ويحتل . والخطأ الآخر هو بقية الموضوعه رقم 11 ص. 22 . الا عندما تكلم الشيويعيه عن ان تكون موضع نزاع وعندما تغدو الطبقة العامله برمتها شيويعيه .

ضرورة نقل النضال الى أرضية طبقية

بقية ص 24

ان الديموقراطية المستغلة عند هذه التيارات تبرز بكل أبعادها الكارثية عندما تتفحص عن قرب ممارساتهم العملية . عندما يتجلى التناقض فيبدو بشكل فاضح . وهكذا نرى بأن كل تصورهم للنضال ، القومي الضيق الأفق ، يقود بالضرورة الى تفرقة صفوف الطبقة العاملة ، مساهمين ، على طريقتهم الخاصة ، بالمحافظة على حذر العمال المهاجرين العرب تجاه اخوانهم الطيبين من الجنسيات الأخرى . ان هذا يبرز ضرره بقدر أكبر طالما أن كلاب البرجوازية لا يوفرون جهداً من أجل تفرقة صفوف البروليتاريا وهذا في القتره التي تشهد فيها أولى علامات النهوض الطبقي الناجم عن الآثار الدمره للأزمة الرأسمالية ، واضعة في الظليعه ضرورة جبهة بروليتاريا موحده ضد جبهة البرجوازية - الانتهازية الموحده .

من جهة أخرى فان السبل التي تخلط بين الطبقات بالضرورة والتي تأتي من مثل هذا التصور الديموقراطي ، لا يمنع حامله طبعاً عن دعوة الغرباء الفعليين عن النضال البروليتاري ، أي الديموقراطيين والتقدميين والمعادين للمعاصرة من باب الاحسان وحسب الانسان .

وهكذا فان حركة العمال العرب (M.T.A.) وأصدقاؤها الماصفة يكتبون في نداءهم ذكراً مسبقاً : "اننا ندعو كل التنظيمات الديموقراطية والسياسية والجمعيات الثقافية والدينية وكل الذين يناضلون ضد المعاصرة ، باحثين ، أطباء ، محامين ، طلاب ، معلمين ، تلاميذ ثانوي ، عمال معادين للمعاصرة ، كل رفاقنا المهاجرين والفرنسيين (لنلاحظ أن العمال آخر من يدعون) لدعنا مادياً لكي نتكلم من مواصلة وتدعيم وحدتنا ونضالاتنا" (نفس المصدر) .

لقد توجب علينا التركيز على هذه المواقف السابقة لأنها مواقف مميزة فعلاً ، وتبين تماماً القيد التي تعيق يقظة الوعي الضيق لدى بروليتاريا المغرب العربي ، حتى وان كانت التنظيمات التي ذكرناها لم يكن لها وجوداً ثابتاً . ولكن هنالك مواقف أخرى علينا أيضاً محاربتها لمساعدة النضال الطبقي المستقل .

مثال ذلك على وجه الخصوص لجنة العمال الجزائريين (C.T.A.) التي تساهم في بث غوض رهيب في صفوف العمال المهاجرين الجزائريين . جالفعل تؤكّد هذه اللجنة بأنه "بالإضافة الى النضال مع العمال المهاجرين الآخرين والفرنسيين من أجل فرض مطالبهم ، فان على العمال الجزائريين النضال تجاه السلطات الجزائرية لكي تعبأ نفسها ، حيث أن هذا هو دورها ، من أجل الدفاع عن مصالحنا وعن حقوقنا في فرنسا" (صوت العمال الجزائريين ، عدد 6 ، جانفي 1979) .

وهذه هي أيضاً حالة الماركسيين - اللينينيين المزعومين ، والذين لا يتميزون بشيء يذكر عن التيار الوطني - الديموقراطي المتواجد في المهجر . ففي نفس الوقت الذي يعترفون فيه بأن نضال العمال المهاجرين في المراكز الامبريالية يشكل "جزءاً لا يتجزأ من نضال طبقة البروليتاريا العالمية" فان ماوي العامل التونسي (القرييين من ألبانيا) يؤكدون هم أيضاً بأن "نضال العمال المهاجرين في هذه البلاد لم يتوقف عن التزايد والتدعم شكلاً أحد أوجه نضال الشعوب المضطهده" (بيان أول ماي 1978) . وماذا يمكنهم قول سوى ذلك طالما وأن هدفهم هو "تشبيد نظام الديموقراطية الجديدة في اطار بناء الأمة العربية كخطوة نحو الاشتراكية والشيوعية" (نفس المصدر) .

الأأن المثال الذي يبين لنا بوضوح لا مثيل له ، كيف أن المواقف

كامنه ، لبرنامج وقيادات الحركة المضادة للامبريالية البرجوازية الصغيره ، ان لم يكن ذلك حتى للدول البرجوازية المكونه منذ أكثر من عشر سنوات . والبرهان على ذلك على سبيل المثال هو أن التوجه الديموقراطي - القومي الذي نحن بصدد الحديث عنه في المهجر والذي يمكن التعرف عليه دونما حصر ، في "لجنة فلسطين" يحاول بالتحديد أن يجعل من نضال العمال المهاجرين نقطة ارتكاز في خدمة قيادة منظمة التحرير الفلسطينية المستلمة ، التي لم تتردد عن التفاهم مع جزار عمان وعن تصفيه المناضلين الفلسطينيين الذين رفضوا الانبطاح التام أمام النظام القائم العالمي والذين تصدوا والسلاح بأيديهم للجلادين السوريين وللقبعات الزرقاء الفرنسية . والمناسبه فان خيانة منظمة التحرير قد أصبحت بدرجه من البدهاه الى الحد أن قوميين مكشوفين لا صلة لهم بالماركسيه يدنون هذه الخيانه ، مثل جماعه "الانطلاقة" "الكفاح العربي" الصادرتين في باريس .

من البديهي بأن تصورا ديموقراطياً - قومياً كهذا لا يمكن أن يسوّى سوى الى اغراق المصالح المميزه للبروليتاريا في محيط من القوميه العربيه (أي مصلحة مشتركة هناك بين المستغل والمستغل؟) التي تدّعي بان كل المغرب اخوة (كم هي رائحة تلك الاخوة التي يزعمون بين رب عمل وعامل !) - وعلى مستوى سبل النضال فان هذا التصور لا يمكنه إلا وان يقود الى ممارسات تخلط بين الطبقات وديموقراطية ، غريبه عن تقاليد الطبقة العاملة بنفس قدر ما هي عاجزه عالياً ، والتي بالإضافة الى ذلك ستؤدي الى اضعاف التماسك الطبقي وشل الطاقات الطبقيه للنضال الذي يخوضه العمال المهاجرون .

ان هذا التصور الديموقراطي يقود حامله بالطبيعه الى البحث عن دعم لنضال العمال المهاجرين عند القوى التي تسمى نفسها تقدميه وديموقراطيه ويخفون بأن هذه القوى قد ساهمت ، منذ ماض لا تزال ذاكرته حاضره على الأذهان ، في ذبح الجماهير الشعبيه النائرة في المستعمرات ، مدّعه بأن ذلك ليس سوى من أجل "أن ينشأ رأي مضاد للفاشيه ، ولكي يقوم الحوار بين العمال في كل مكان (.....) ، ولكي يرتفع الصوت المعادي للنازيه في فرنسا" .

هل يمكن التفكير جدياً بأن جماعة حركة العمال العرب (M.T.A.) وكل الذين ينتسبون الى منطلقاتهم اليوم ، يجهلون الى هذا الحد بشأن هذا "الصوت المعادي للنازيه" والذي أذان بالأمس المكافحين المعسدين للامبريالية ورفضهم بأنهم "مندسّين" يعملون لحساب الفاشيين ؟ أليست هي "فرنسا المقاومه" بالتحديد التي وجدت نفسها، لكي تحتفل بانتصاراتها على الفاشيه ، انها بحاجة لقتل ثمانين ألف شخص من مدغشقر وخمس واربعين ألف شخص من منطقة قسنطينه ؟ .

لقد أوضحنا في الأسبق رقم 2 كيف أن سياسة التيارات "القومية الديموقراطية" لا يمكن لها إلا وأن تربط في الواقع عمال مختلف الجنسيات ببرجوازية "هم" الصغار وبرجوازية "هم" ، والمختلفه ، بينما يتطلب الأمر بالتحديد توحيد صفوف العمال . والفعل ففي "نداء" لكل القوى المعاديه للمعاصرة ، غير مؤرخ (يعود في غالب الظن الى عام 1973) ، فان حركة العمال العرب (M.T.A.) "وأصدقاؤها المعاصفة" يؤكدون : "بأنه في الوقت الذي تنتظم فيه المقاومه في فرنسا ، وحيث نتواجد في مركز النظام الامبريالي الأوروبي نفسه ، فاننا نجد أنفسنا على جبهة متقدمة لحرب التحرير وحاليا حرب البترول" .

دون الحديث عن أننا لا نرى كيف يمكن تصور أن البرجوازيات العربيه تستطيع اليوم استعمال سلاح البترول بشجاعة افتقدتها طوال فترة النضال المعادي للامبريالية ، فانه من الكذب على الطبقة العاملة محاولة اقناعها بالوقوف مع شيخ وأمر البترول والبرجوازيات العربيه - حتى وعندما يكون ذلك مستترا برداء "التأميم" - للحصول على حصة أكبر من ربح البترول ؛ والفعل ، فان العمال الجزائريين أو العمال التونسيين المهاجرين في ليبيا أو الفلسطينيين أو المصريين العاملين في العربيه السعوديه أو في الكويت يعرفون تمام المعرفة حجم الثراء الذي حصلوا عليه من ارتفاع أسعار البترول عدة أضعاف ! انه قد زاد ثراءً مستغليهم ، أما هم فيؤسّمهم وضاؤهم لم يتبدلوا .

ساندوا صحافة الحزب الأحمية

تبرعوا ! اشتركوا !

سيصدر قريباً :

الموضوعات الأساسية للحزب

برنامج فدائي خلق ببقية

فالحزب البروليتاري يتصدى من وجهة النظر هذه اذا للحزب الديمقراطي، وذلك من منطلقين . فمن جهة لأنه يعتبر السوق ورأس المال والأجر كمناصر أبدية ولأنه من جهة أخرى ، يعتقد وعيدا كاذبة على الرأسمالي الصغير ، على الفلاح وصغار الباعة بأن يحميهم من منافسة الرأسمال الكبير عبر أساليب ملققة مثل الرقابة الديمقراطية على الدولة والتأميم . وفي هذه الحالة تأميم الرأسمال الاجنبي .

هذا يعني بالتالي أن يوضح الحزب ، في نفس الوقت الذي يخوض فيه نضالا من أجل برنامج وطني بأن هدفه ليس القومية ولا الدولة القومية ، بل انه ينضال ضد الاضطهاد القومي والامبريالية انما يجعل لحظسة المجابهة بين الطبقات المتعادية التي تحويها الأمة : أي البرجوازية والبروليتاريا ، مجابهة ينبغي أن تؤدي الى قيام الدولة البروليتارسة . يؤكد الحزب شأنه في ذلك شأن البلاشفة بأن هدف الدولة هذه ، هو تحطيم كل الدول وتجاوز كل القوميات متخذاً من اتجاه رأس المال لتدويل مجموع الانتاج والحياة الاجتماعية دعامة له .

فالحزب البروليتاري اذا يتصدى بصورة مزدوجة من وجهة النظر هذه أيضا للحزب الديمقراطي سواء من حيث رؤية هذا الأخير للدولة القومية كهدف بحد ذاته يسمى بلوغه او من حيث رفضه الاستناد الى الاتجاه التقدمي لرأسمال في تدويل الحياة الاجتماعية بل استعداداً هذا الاتجاه وسبابته عبر موضوعة الاستقلال الاقتصادي المزعوم أو حتى الاستقلال الثقافي . موضوعة تبدو خيالية بمقدار ما هي رحيمة .

هذا يعني في الأخير بأن الحزب البروليتاري في نفس الوقت الذي لا يتوانى فيه عن دعم الطبقات البرجوازية (برجوازية ، برجوازية صغيرة مدنية ، فلاحين غير متبلتين) في تحطيم العوائق الاقطاعية والامبريالية عبر تحقيق مطالب ديمقراطية عادية (مثل الحقوق ، المساواة ، الجمهورية الموحدة والعلمانية الخ . . .) ، يؤكد في آن معا ، كما فعل البلاشفة بالضببط ، بأن الطبقة العاملة تناضل من أجل هذه المطالب شرط أن تكون خطوات فورسية ازا' النظام الاجتماعي القديم وشرط مساهمتها في رصر صفوف البروليتاريين ، لتكسب من الاستيلاء ، على السلطة وفرض ديكتاتوريتها على البرجوازية بدمارتها من كل الحقوق الدياسية وابقائها خاضعة لقوة سلاحهم .

وفي هذا الصدد أيضا يقف الحزب البروليتاري على أرضية مختلفة تساما عن الحزب الديمقراطي الذي يجعل من الديمقراطية مثالا ينشد بلوغه ، هدفا قائما بذاته ويبدأ يسير على هداه ، والذي لا يضع في حساباته تحطيم الدولة البرجوازية انما يسعى لتحويلها ديمقراطيا بشكل يسمح بمشاركة أوسع المواطنين وذلك ضمن فكرة مثالية مفادها أن حكم الشعب يزيل النزعات الضيقة مع الإبقاء على قوانين رأس المال . بينما تعتبر البروليتارسة على النقيض من ذلك بأنه لا غنى عن ديكتاتوريتها لتحطيم قوانين رأس مال . وهي تعلم حق العلم بأنه ما أن يتم تحطيم الدولة القديمة حتى يستخدم الصراع بينها وبين البرجوازية عدوتها منذ نعومة أظفارها ، اذا لم تعتمد الى محاربتها منذ بداية الطريق .

من الواضح أن برنامج الحد الأدنى الذي تقدم به فدائيو الشعب هو برنامج ديمقراطي وليس بروليتاري كما يتبين من معالجة القضايا الأساسية الثلاث التي تميز الديمقراطية عن الشيوعية .

أولاً : لا يقوم برنامج الحد الأدنى في أي موضع بنقد اقتصاد السوق حتى أن نقده للرأسمالية لا يتعرض سوى لمستبعماتها ، مثل الامبريالية وحلفاتها الداخليين .

هذا بالضبط ما يجعل برنامجهم يغيب كل المطالب البروليتارية نوعياً اللهم اذا لم تكن تزج مصالح الشعب والاقتصاد القومي . ثانياً : ان الصراع ضد الامبريالية يرتبط لديهم بوجه الاستقلال الاقتصادي بصورة واضحة . ولكن كيف يمكننا القضاء على السيطرة الاقتصادية السياسية العسكرية والثقافية للامبريالية وحلفاتها الداخليين . كيف يمكننا القضاء على هذه السيطرة في ايران وحدها دون التدبير الكامل للرأسمالية ؟؟ ان النضال ضد الامتيازات السياسية للامبريالية هو نضال تقدمي وثوري . وفي هذا المنظار تبدو مسألة تأميم الرساميل الأجنبية ضرورة . انما اذا تخشى يتبع ، ص (20)

أما ما تبقى من المآلات فيتم الحصول عليها عبر ضغط من القاعدة ، اذا ما دعت الحاجة لتحقيق الإصلاحات اللازمة . هذا الموقف يتجلى بوضوح حين يعلن برنامج الحد الأدنى أن أكد شعبنا خلال هذه الثورة على دعمه النضال والخطوات الصحيحة التي قام بها آية الله الخميني لقلب النظام والتصدى للامبريالية وعملاتها الممليين . اننا ندعم بكل عزم هذه الخطوات ؟؟ من الواضح أن هذا الموقف الذي يقوم على دعم الحكومة بمقدار ما تتخذه من اجراءات تهم الجماهير المستغلة دومق تصبوه الديمقراطية ، فينبغي ألا تقع البروليتاريا اسيرته . فهو لا يمكنها أن تقبل بهذه التنازلات الا اذا كانت تقبض على سلاحها مصوا نحو من يهيمه أن يتفاوض معها . ولقد كان من الجلي تماما ، وعلى العموم ، خاصة اثر احداث الأشهر الاخيرة بأن هذه الوجود قد ساعدت أكثر بكثير في نزع سلاح البروليتاريا والجماهير المستغلة منه في المشاركة بالنضال ضد "العناصر الغير واعية" التي كانت تعمل على كل الى جانب بازرگان ضد حركات تمرد العمال والفلاحين الفقرا' والاقليات القومية (6) .

البرنامج الديمقراطي والبرنامج الشيوعي .

لا يبدو مستبعدا أمام الصلافة التي ترد بها السلطة القائمة على متطلبات الجماهير المستغلة من ان تحدث اشتقاقات في بعض التيارات مثل تيار الفدائيين وتؤدي ببعض المناضلين لان يتخلصوا من هذه المناورات العنينة ، المظلمة والمخرجة لعملية النضال الثوري فقد كان هو"لا" محكومين حتى الآن بهذه التجربة نتيجة تعاطف ثقل الأوزاع الغيرمواتية على الساحة العالمية ، انما لا يمكن للدروس أن تستخلص الا بشكل مجتزأ اذا لم تعط عليه فهم النتائج الفادحة لتكديك الفدائيين ، فدعا يحث للبحث عن الأسباب والمعطيات الموضوعية التي تقدم ، دون هوانة ، بالتيارات الديمقراطية ، الأكثر تطرفا للوقوع في مثل هذا الشرك . لذلك علينا بادى' الأمر أن نقف على مسائل البرنامج والمسائل المبدئية . وقد حدد مشروع الحد الأدنى اتجاه الثورة على الصورة التالية : " ان الهدف الأساسي للثورة هو القضاء على النظام الرأسمالي التابع وذلك بالقضاء على السيطرة الامبريالية وعلى زماميتها ونسأ' سيطرة الشعب المطلقة على انقاضها . لذا ينبغي على شعبنا أن يتخلص من كل رموز التبعية للامبريالية حتى يتم له النصر النهائي . ان اختفاس هذه الرموز لا يمكن ان يتحقق الا عبر تدبير كل قواد السيطرة الاقتصادية السياسية ، العسكرية والثقافية للامبريالية وحلفاتها الداخليين (النقطة 5 ج) لنسلم حاليا وكما يتيسر لنا على نحو أفضل ابراز التناقضات في مبادئ الفدائيين وتوجهاتهم المرتكزة في الأصل على فرضية مبتذلة ، بأن معنسى الأحداث الهائلة التي عدفت بايران يمكن حصره في تعبير كلاسيكي ونسأ' مثل ثورة ديمقراطية معادية للامبريالية كما يريد الفدائيون غير أن ذلك يظل عاجزا تماما ، بشكل عام ، عن تحديد مهام حزب نوري ذلك أن هناك طريقتان على الأقل لرؤية الثورة الديمقراطية : احدها وجهة نظر ديمقراطية برجوازية والأخرى وجهة نظر بروليتارية . لكن الماركسية لم تغفل مثل هذه المسألة فهي كحزب قد ولدت بالتحديد عند فجر عاصفة ثورية ضد الاقطاعية في اوربا ، واعطت بمجملها منظور الثورة على الدول الذي تحقق له النصر في روسيا 1917 .

ان مقدرة البروليتاريا في أن تتولى القيام بثورة مزدوجة ، كما في 1917 يتوقف بالطبع على وجود ظروف عالمية مواتية وصورة خاصة على وجود حركة شيوعية قوية . ذلك الشرط الذي قضت عليه الثورة - المضادة الستالينية فأحدثت بالنتيجة ، كل الثورات التي عصفت بالعمال الثالث ، بأفق برجوازي . فحينما لا تكون مسألة الاستيلاء على السلطة من قبل البروليتاريا قضية راهنة ، شأن ألمانيا (1848 - 1850) ، يبقى على الحزب البروليتاري ان يظل متميزا بوضوح عن الحزب الديمقراطي ، لا سيما في برنامجه النهائي الذي لا يتردد برفعه في المقدمة حتى في معترك نضاله من أجل مطالب موقفة تخص طبقات عديدة .

هذا يعني في البداية أن يعلن الحزب البروليتاري بوضوح ، كما قام به على العموم في روسيا 1917 ، بأن الطابع المسائر للثورة على الصعيد الاقتصادي يقوم على فتح الطريق أمام التطور الكبير لرأس مال ، هذا التطور الذي لا يتردد بتسميته باسمه ، دون أن يلجأ لتسميته بالتطور نحو الاشتراكية التي يستحيل أن يقيم لها قائمة في بلد واحد ، فكيف الحال اذا كان هذا البلد متخلفا .

وهذا يعني بنوع خاص أن يؤكد الحزب في آن معا بأن المسألة تتعلق هنا بخطوة ضرورة نحو ازالة الرأسمالية ، أي رأس مال والأجر مما يفرض ازالة السوق والتبادل السوقي .

الى القراء المقيمين في فرنسا ولكن على الخصوص الساكنين في بلدان المغرب العربي ، حيث يصعب نشر المعلومات ، زدونا بالاخبار عن حياة ونضال طبقنا كونوا مراسلي هذه النشرة

برنامج فدائبي خلق ايران وآفاق الديمقراطية البرجوازية الصغيرة

أما حول مطلب الجمعية التأسيسية فيقتفي الفدائيون نفس الخطى ويترجون المسألة على النحو التالي: ينبغي على الحكومة المؤقتة أن تدعو شعبنا لانتخابات البرلمان التأسيسي وأن [تدعو] لاختيار نظام حكومي جديد في البلاد. (برنامج الحد الأدنى).

أندعو الحاجة أن نؤكد في هذا الصدد أيضا أنه دون تحطيم آلة الدولة يستحيل أن تكون الجمعية التأسيسية سوى خدعة تذرنا خاضعة للسيطرة احتياطيا كما تستخدمها في شل انتفاضة الجماهير يوم غد والاسلام عاجزا عن عرقلة تقدمها ؟ .

والحال أن تدمير الدولة الحالية يمثل ضرورة حيوية للحركة البروليتارية وأن ضمن نطاق تحقيق المطالب التي يتضمنها البرنامج الديمقراطي والبرنامج المضاد للإمبريالية .

هذه الضرورة ، تنبئ بنفس القدر من الوضوح سواء فيما يخص مسألة الأقليات (5) أو مسألة الدين . نعرف حق المعرفة بأن مطالب الحركات الدينية تدرج عادة ضمن البرنامج الديمقراطي ، فدونها يستحيل تصفية البقايا الاقطاعية وسلطة رجال الدين مع كل التعصب والبلاهة التي يخلفها تأثيرهم ولا بد من هذه المطالب سواء في معترك النضال ضد الاضطهاد الحاد الذي تتعرض له المرأة بصورة خاصة ، أم في تحقيق الاتحاد الحر للقويات . هذا اذا ما علمنا أن الأقليات الكردية والعربية في ايران تعود بانتقامها الى الطائفة السنية وليس الشيعة . وهي مطالب تسمى بالضرورة الى رص وحدة الصف البروليتاري ضد الدولة .

من البديهي أن البرجوازية في ايران كما في كل الشرق الأوسط قد خلفت للبروليتاريا ولحزبها ، في هذا المجال ، جثا ثقيلا وسهمة شاقة . ينبغي على الحزب في نفس الوقت الذي يحترس فيه من استفزاز أحق لمشاعر الجماهير الدينية ، ان يتيح لهم عبر الصراع الاجتماعي تجاوز الظلمة الدينية التي تركن اليها البرجوازية اليوم لتتمتين سيطرتها الطبقة .

والحال أن برنامج الحد الأدنى يكتبني بأن يعلن: ينبغي أن يكون الجميع أحرارا ويمارسون دينهم بحرية. (النقطة 5 - ج) هذا ما في وسع أي مثل شريعة مداري أو بختيار أن يقوله ولم يكف الفدائيون بذلك بل دفع بهم طمس بصيرتهم حد اقتراح تقديم دعم لبازركان (6) ضد الرجعية الدينية في حين لا يمثل هذا سوى حكومة كان لها دون شك اليد الطولى فسي الاضطهاد الديني والتعصب الذي تشهده ايران .

الا أنه لا يبقى للفدائيين أمام عدم رؤيتهم ضرورة تحطيم الدولة الا أن يجعلوها منفتحة لتلقي المرائض الشعبية هذا ما يفسر طرحهم (بالاشتراك مع المجاهدين) مطلب المشاركة في المجالس العمالية ولجان القاعدة في المجلس الثوري وقد فسر مشروع الحد الأدنى هذه الضرورة على الصورة التالية: "ان القوة الفعلية للثورة تتركز على القوة الشعبية . ان سلطة الثورة هي سلطة ملايين من المقاتلين والمضربين الذين ساهموا باسقاط حكمية الشاة العسكرية ، ورفعوا علم الثورة عاليا فوق مناريس الدم ، وطلبه ينبغي أن يتشكل المجلس الثوري بمشاركة لجان وموثر المضربين أي بمشاركة ممثلين المنتخبين . فعلى ممثلي الشغيلة والعمال في الريف والديانة ، المستخدمين التجاري ، الجامعيين ، المدرسين ، رجال الدين والمثقفين ، أن يشاركوا جميعا في هذا المجلس. (النقطة 4) .

على هذا المجلس اذا ، وفق برنامجهم ، ان يعين الحكومة المؤقتة التي تقوم مهمتها على تحقيق المطالب جميعها وفي طبيعتها حل البرلمان والجيش . لذا فمن الواضح أن هذا المطلب الذي يتوج رؤية الفدائيين بجملها يقف تماما في الجانب النقيض من الاحتياجات الثورية للبروليتاريا والجماهير المستغلة ففي حين أن مطالب هؤلاء لا يمكن تحقيقها الا عبر صراع مكشوف ضد الدولة القائمة ضد الحكومة ضد مجلس الخميني الثوري ، نجد الفدائيين يسلطون بشاركتهم في المجلس كدمانة لاستكمال الثورة .

يتبع ص. (20)

ليس للبروليتاريا أن تخسر في الصراع الاجتماعي الذي تخوضه سوى قيودها وهي تندفع بحكم طبيعتها هذه ، للتعاطف مع الأحزاب الأكثر تطرفا التي تصادفها على أرض الواقع . ولهذا فان بذر نواة الحزب البروليتاري في أرض الحركة الاجتماعية محكوم بالصراع النظري والعملية ضد أحزاب المعارضة الديمقراطية وصوره خاصة الأحزاب ، التي كما في ايران ما تزال تتقدم الى الحكم الذي أتت به أيام شباط بمطالب تهم البروليتاريا وما تزال تدعو الى مواصلة الثورة واضعة يدها على الزناد اذا ما اقتضى الأمر .

فالبروليتاريا يطالبها التأثير من المعارضة الديمقراطية بكل تنوعاتها . انما نجد أن الاتجاه الأكثر أهمية ضمن هذا المصنف هو منظمة فدائبي الشعب ، التي تدعي أنها ماركسية - لينينية ولكنها ترفض المولاة سواء لبيكين أم لموسكو وتمتلك تقليدا نضاليا مسلحا ضد النظام مما أكسبها التفافا جماهيريا حولها . لقد شاركت طبيعيا بانتفاضة شباط ، ورفضت تسليم السلاح أتر عودة الخميني مما جعلها بصورة خاصة عرضة لهجمات الميليشيا الاسلامية وغيرها من حراس الثورة الذين استولوا على مركزها في منتصف آب .

أينبغي اصلاح الدولة أم تحطيمها ؟؟

أن تكون الثورة الاسلامية قد اكفبت بتغيير رأس الدولة بدل أن تعمس الى تبديلها جذريا . هذا ما لم تكف بتأكيد الصحافة الامبريالية فحسبه بل عبرت عنه كل ادبيات الديمقراطية - الدستورية الايرانية .

وقد جاء في تحليل الفدائيين لبرنامج الحد الأدنى :

يقف الجيش المرتزق ، المعادي للشعب عثرة أمام استمرار الثورة [الأمر يتعلق دون شك بـ "استكمال الثورة"] حتى النصر النهائي وهم يدعون لقيام جيش شعبي يتم تشكيله عبر تشكيل [؟] أجهزة دفاع ومقاومة شعبية مسلحة ، حيث يكون على تلاميذ سلاح الجو والعسكريين والضباط وضاصر الرتب الدنيا الوطنيين الذين تركوا صفوف الجيش المعادي للشعب ليقانوا على مناريس الدم ضد الرجعية ، الاضطلاع بمهام التربية العسكرية والقيام بدور طليعي عبر مجلسهم المنتخب في ادارة قيادة الجيش . (1)

ان السؤال الذي يطرح منذ الآن على بساط البحث هو:

ما هي شروط تشكيل جيش جديد ؟

والرد الذي تعطيته الماركسية على ذلك لا يرتابه أي التباس: "ان جيشا مائلا لا يمكن أن يكون سوى نتاج ثورة جديدة تندفع هذه المرة تحت قيادة حزب يعي بالفعل مهامه الثورية ، للاطاحة بالمراتبية العسكرية القديمة وتدميرها تدميرا كاملا". (2)

والحال أنه لا يلوح بأفق الفدائيين طيف انتفاضة جديدة بل على العكس من ذلك طالما أحد ممثليهم بالتصريح التالي: "ان المجابهة بين قوات اليسار وقوات الرجعية الاسلامية قد تقودنا الى حرب أهلية جديدة ، ولكننا نأمل ألا تصل الامور الى هذا الحد . انما الخطر موجود ، فمن المحتمل أن تنتهز الامبريالية الوضع وفي هذه الحال لا يتمثل أمامنا من حل سوى حكومة ائتلاف وطنية يمكنها اخراج البلاد من المحنة". (3)

غير أن الفدائيين لم يذكروا لنا سبيلا واحدا للتوصل الى تشكيل مثل هذا الجيش الشعبي سوى طريقة الانتخاب المباشر لقيادة الجيش من قبل مجالس الجنود والحراف وتلاميذ الجو وتلاميذ الضباط . (4)

لا ريب في أن المبدأ الانتخابي يشكل وسيلة ضرورية لتحلل الجيش القديم ودك أسس التربية العسكرية انما شرط أن يتم ذلك بالصلة مع الثورة كما أقامت كومونة باريس والثورة الروسية الدليل الساطع على ذلك . فخارج هذا الأفق يتحول هذا المبدأ في أحسن الأحوال الى دعاة تقي وفي أسوأها الى خدعة مضادة للثورة .

ان طرح هذا المطلب في ايران بالقطعية مع التحضير لثورة جديدة يرتب عليه مخاطر كثيرة مثل أن تنضوي مثلا المنظمات المسلحة ، للدفاع والمقاومة الشعبية تحت جناح التراتبية العسكرية . باختصار أن تبعث الروح في حياة الجيش البرجوازي وتدهد بدماء جديدة .



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

لسان الحزب الشيوعي الأممي

فيفري 1980 - عدد 8

الشن: فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 طلم

العمال المهاجرون :

ضرورة نقل النضال الى أرضية طبقية

لقد برهنا مسبقا (انظر الأممي رقم 2) بأن الاضطهاد والتمييز والاعتداءات المنصبة ، التي تشكل الملاح الأكثر بروزا للحالة الاستثنائية المفروضة على العمال المهاجرين ، تجد جذورها في السياسة الامبريالية لتقييد وتحديد الهجرة والتي تلجأ اليها البرجوازية في البلدان المصنعة في اوقات الأزمات الاقتصادية لحاوله تفرق صفوف العمال واعاقه ما لا غنى عنه من رد جماعي من قبل مجموع الطبقة ضد هجمات رأسمال .

وإذا كان صحيحا اليوم بأن المسؤولية الأكبر في هذا العمل القذر ، القائم على شق صفوف البروليتاريا ، يقع على عاتق الاحزاب العمالية الكبرى (الحزب الشيوعي والحزب الاشتراكي : P.C.,P.S.) وعلى قيادات المنظمات النقابية ، التي تشكل نموذجا حقيقيا للاشتراكية الامبريالية والاشتراكية الشوفينية ، فانه يبقى ضروريا أيضا مكافحة التوجهات القومية - الديموقراطية التي تتوالد في المهجر والتي مهما اختلفت عن بعضها البعض فانها تقود جميعها (أكان ذلك إراديًا أو غير إرادي) الى حصص نضالات العمال المهاجرين في أفق قومي ضيق ، وذلك بمطابقتها على سبيل المثال - إعادة اندماج فعلي له " للعمال في بلادهم الاصلية ، وطلبها الى الامبريالية بتطبيق "سياسة تكوين مهني فعلي للعودة" الخ .

ان التوجه الديموقراطي البرجوازي الصغير الأكثر ضررا فهو ذلك السدى يستند على الموجه الثوري المعادي للاستعمار ، وخاصة على نضال الجماهير الفلسطينية الذي لا يزال أمرا راهنا للغاية وموضع تعاطف عند عمال المغرب العربي . ان موقف هذا التيار يقوم على اخضاع نضال العمال المهاجرين للأفق القومي للحركة المضادة للامبريالية ، والذين يضمون أنفسهم غريزيا على أرضية الدفع الطبقي الجماعي منلما يبرهن ذلك على أفضل وجه الاضراب الطويل والسخي للأحيا المناضله الذي بدأ منذ أكثر من خمس سنوات .

الأ أن النضال المعادي للامبريالية لا يهم البروليتاريا وحدها . فالماركسيه تميز في البلدان المضطهده بين حركتين . الاولى هي حركة البرجوازيين الذين ينطلقون من المبادئ القومية والديموقراطية ويعتنون لأنفسهم هدفا الحصول على الاستقلال السياسي . واقامة نظام اجتماعي برجوازي . الحركة الثانية هي حركة العمال والفلاحين الفقراء الذين يناضلون للتخلص من كل أشكال الاستغلال والاضطهاد .

ان النتائج الكارثيه للثورة المضادة الستالينية كانت مصدر عزلة الحركات الثوريه التي هزت المستعمرات في فترة ما بعد الحرب العالمية الثانية . ان غياب الحزب الطبقي الذي أدت اليه هذه الثورة المضاده ، وبالتالي للبروليتاريا كقوة سياسية مستقلة كان لا بد وأن يقود بالضرورة الى اخضاع حركة العمال والفلاحين المنتفضين الى القيادة السياسية والتنظيميه لبرجوازيات "هم" الصغيرة ورجوازيات "هم" المختلفه ، رغم كل الانتفاضات الدورية الدافعه باتجاه راديكاليه أكبر .

ان هذا هو السبب الذي يجعل من غير الممكن القول بأن "نضال العمال المهاجرين يشكل جزءا لا يتجزأ من نضال الشعوب العربيه" (العاصفه) بدون تأريخ (دون اخضاع نضال العمال المهاجرين الطبقي ، وأن بصفة

يتبع ص. (21)

احداث منطقة الخليج : انذار لنا ولهم !

يدين الغرب ، أمام تفاقم الوضع في المنطقة التي يشكل ايران والخليج مركزها الحساس ، الخطر الاسلامي ، أو الناورات المشبوهه للقوة العملاقة "الأخرى" . ان ما يجري هنالك في الواقع ليس سوى فضلا آخر من تاريخ الرأسمالية ، مشابه في جميع اشكاله وتقلباته لقصة تلميذ السحر العاجز عن السيطرة على القوى التي استحضرها بنفسه

ليس الهيام بالدين هو ما يحرك بالفعل الجماهير البائسة الهائلة فسي منطقة الخليج ، مفقده بذلك توازن منطقة يتحكم النظام الداخلي فسيها ، بقدر كبير ، بمصير الامبريالية ، وعلى الخصوص الامبريالية الأمريكية . ولا هو تأثير برنامج سياسي ، بل بالضبط ، مجموعة دوافع مادية . انه زرع نسط الانتاج الرأسمالي - سواء عبر التصنيع (Industrialisation) القسري ، مثل ايران ، أو الاستغلال الجنوبي لآبار البترول ، مثل الجزيرة العربية - في اقتصادات قبل-رأسمالية وفي مجتمعات مفرقة في سبات ما قبل برجوازي . انه الزلزال الناجم عن النزوح الواسع النطاق للأراضي الصالحة للزراعة ومن تضخم المدن المتأني عنه في امبراطورية الشاه البائدة . انه تيار الهجرة العنيف من الجماهير المسحوقة المخلوطة من جذورها ، من فلسطين ومصره من الاردن ولبنان ، من كوريا والباكستان ، من الهند وسيلان ، والتي تنهال على العربية العربية السعودية وامارات الخليج حيث تعيش حياة المبيد . انه تخمر التركيبات الاقتصادية والاجتماعية المتخلفة المدفوعة بعنف في إحصار سوق السلع ورؤوس الاموال العالي ، والذي يملؤه الثراء الفاحش في أحد يتبع ص. (19)

في هذا العدد

في اللغة العربية

- العمال المهاجرون : ضرورة نقل النضال الى أرضية طبقية .
- برنامج فدائي خلق ايران أو آفاق الديمقراطية البرجوازية الصغيرة
- احداث منطقة الخليج : انذار لنا ولهم .
- المعنى الحقيقي للغزو الروسي لافغانستان .

في اللغة الفرنسية

- ليس من مخرج وطني لازمة الأسمالية .
- قضايا الهجرة : نشاط الحزب في الهجرة
- الهجرة العمالية في المغرب العربي
- الوضع الصحي في الجزائر على خير ما يرام ؟
- تدخل الامبريالية الروسية في افغانستان .
- نحو تقييم لحركات التحرر الوطني المعادية للاستعمار .
- موقف اليسار المتطرف (المعادي للامبريالية) من القضية الفلسطينية .